

# Eurobaromètre 60.1

Opinion publique dans l'Union européenne

## Automne 2003

### Rapport Luxembourg

### L'élargissement, la perception des politiques de l'UE et de ses institutions

Standard Eurobarometer 60.1 / Automne 2003 - European Opinion Research Group EEIG

Etude réalisée et coordonnée par la Direction générale Presse et communication  
de la Commission européenne

Ce rapport a été réalisé par la Représentation de la Commission au Luxembourg

Ce document ne reflète pas les points de vue de la Commission européenne  
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'auteur

**L'élargissement,  
la perception des politiques de l'UE  
et de ses institutions**

**L'opinion des habitants du Luxembourg**

Etude réalisée pour le compte de la  
Représentation de la Commission européenne  
au Luxembourg

Ce document ne reflète pas les points de vue de la Commission européenne  
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport  
sont celles de l'auteur

4 février 2004



---

## **Une approche frileuse au Luxembourg**

# **43% des citoyens en faveur d'un élargissement sélectif de l'UE**

**Un tiers est opposé à l'adhésion de nouveaux Etats**

Au Luxembourg, les citoyens ont une approche plutôt prudente vis-à-vis de l'élargissement de l'Union européenne. 43% souhaitent que l'Union intègre seulement certains pays. Près d'un tiers ne veut voir accéder aucun pays supplémentaire. 15% sont ouverts à tous les pays qui souhaitent en faire partie.

A moyen terme, depuis mai 2001, l'opinion publique a évolué sensiblement. Le pourcentage des personnes favorables à un élargissement à tous les pays a d'abord oscillé entre 14% et 18%, avant d'atteindre son niveau le plus élevé, avec 23%, en avril 2003. Depuis lors, il est retombé à 15%. Le pourcentage des personnes favorables à un élargissement sélectif a régulièrement augmenté de 34% à 61% en septembre 2002, pour chuter à son niveau le plus bas, avec 43%. L'opposition à l'élargissement, stable pendant deux ans, s'est renforcée à partir du sondage d'avril 2003 pour atteindre son point culminant avec 32%.

C'est ce qui se dégage du sondage Eurobaromètre 60.1 réalisé par la Commission européenne en automne 2003. Ce sondage donne un aperçu global de ce que pensent les Européens sur l'élargissement, sur leur état d'information sur l'UE, leur perception des politiques de l'UE et de ses institutions. Le sondage a tenu compte de la situation démographique très particulière du Luxembourg, l'échantillon des personnes interrogées comprenant 75% de citoyens de nationalité luxembourgeoise et 25% de ressortissants des autres Etats membres de l'UE. Dans son commentaire, le rapport spécial élaboré pour le compte de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg se réfère donc aux habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

### **Une large majorité pour une union politique**

Une large majorité des citoyens au Luxembourg (62%) est en faveur d'une évolution de l'UE vers une union politique, alors que 22% y sont opposés.

Au Luxembourg, les citoyens citent comme actions prioritaires de l'UE la préservation de la paix et de la sécurité (93%) ainsi que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (92%) et la garantie de la qualité des produits alimentaires (92%). La réforme des institutions et l'élargissement comptent parmi les dernières priorités citées (resp. 62% et 23%).

Les sondés souhaitent que l'UE devrait avoir une position commune en cas de crise internationale (89%) et qu'elle devrait garantir les droits de l'homme dans chaque Etat membre (86%) et dans le monde (81%). 77% (UE: 64%) estiment qu'elle devrait avoir son siège au Conseil de sécurité. Seuls 28% des sondés estiment que les pays adhérents devraient déjà avoir leur mot à dire dans la politique étrangère.

---

## **La santé, la sécurité sociale et l'enseignement doivent rester de la compétence nationale**

Au Luxembourg, majoritairement, la santé et la sécurité sociale (73%), l'enseignement (70%), la lutte contre le chômage (64%), les règles de base en matière de médias (60%), la politique culturelle (58%) ainsi que l'agriculture et la pêche (50%) devraient rester du domaine de la compétence nationale.

Les citoyens au Luxembourg déterminent des priorités différentes pour les actions communautaires par rapport à la moyenne UE. Ils placent en premier lieu la monnaie (72%), devant la recherche scientifique et technologique (70%), la politique étrangère à l'égard des pays tiers (65%), l'information sur l'UE et ses politiques (64%), l'aide aux régions en difficultés (61%), la défense (56%), l'aide humanitaire (54%), la protection de l'environnement (47%), la lutte contre la pauvreté (47%) et l'agriculture et la pêche (42%). Les sondés ont tendance à recentrer les sujets politiques dans le domaine de compétence du gouvernement national.

Les sondés sont majoritairement d'avis que la police (69%), la justice (66%), la prévention de la délinquance juvénile (61%), la prévention de la délinquance urbaine (57%), l'accueil des réfugiés (57%), les règles en matière d'asile politique (51%), la politique d'immigration (50%) et les défis du vieillissement de la population (46%) devraient rester du domaine de la compétence nationale. A l'opposé, les décisions devraient être prises avec l'UE pour la lutte contre le terrorisme (79%), la lutte contre le trafic et l'exploitation d'humains (70%), la lutte contre le crime organisé (62%) et la lutte contre la drogue (47%).

## **Le droit de veto, prérogative essentielle**

Par rapport au sondage précédent, le nombre de personnes favorables au droit de veto a diminué. Phénomène intéressant, le nombre de personnes favorables à sa suppression a diminué également, et ceci de manière substantielle. Le droit de veto constitue cependant toujours une prérogative essentielle pour les habitants du Luxembourg, puisque 54% considèrent qu'il doit être gardé pour préserver les intérêts nationaux. 7% se prononcent en faveur de sa suppression pour améliorer l'efficacité de l'UE. Un sondé (19%) sur cinq estime qu'il faut limiter le droit de veto à quelques domaines essentiels.

## **Très forte majorité en faveur de l'appartenance**

La très grande majorité des personnes (77%) est favorable à l'appartenance de leur pays à l'UE. Malgré ces niveaux encourageants, on constate une baisse significative des réponses positives enregistrées tant au niveau luxembourgeois qu'européen.

Plus de deux tiers (69%) des personnes estiment que le Luxembourg a bénéficié de son appartenance à l'UE. 21% sont d'un avis contraire.

Corollaire du fort sentiment d'appartenance à l'UE: près de deux tiers des sondés (63%) éprouveraient de grands regrets si on annonçait la suppression de l'UE, tandis que seuls 6% seraient soulagés et plus d'un quart (27%) se montreraient indifférents.

## **Suffisamment d'information sur l'UE dans les médias**

Pour 58% des sondés, les médias nationaux parlent suffisamment de l'UE. Plus d'un quart (28%) pensent que les médias ne parlent pas assez de l'UE et 5% affirment l'inverse. Un sondé sur deux (49%) estime que les médias parlent de manière objective de l'UE, tandis que 27% déclarent que les comptes rendus sur l'UE sont trop positifs et 8% qu'ils sont trop négatifs.

---

## **Une image positive de l'Union et des institutions**

Pour 57% des habitants, l'UE évoque une image très positive ou assez positive. 29% retiennent de l'UE une image neutre, pour 12%, l'UE revêt une image assez, voire très négative.,

Pour 55%, l'UE représente la liberté de voyager, d'étudier et de travailler, elle est aussi synonyme de l'euro. En l'espace de deux ans, la monnaie unique est devenue un symbole important de l'Union. Un tiers des sondés (43%) l'identifient avec la paix, pour plus d'un tiers des sondés (35%) l'UE entraîne une augmentation de la criminalité.

Un tiers des sondés (33%) estime qu'elle représente une voix plus importante dans le monde et qu'elle contribue à la diversité culturelle. Parmi les aspects négatifs, les citoyens citent que l'UE contribue à la perte de notre identité culturelle (11%), qu'elle est synonyme de bureaucratie (14%) et, pour 14%, elle contribue au chômage. La perception de ces aspects négatifs est moins forte au Luxembourg qu'au niveau UE. Par contre, au Luxembourg, les craintes sont plus fortes en ce qui concerne le manque de contrôle aux frontières.

Au Luxembourg, les institutions communautaires sont extrêmement bien connues, du fait certainement que plusieurs d'entre elles ont leur siège dans la capitale ou y tiennent des réunions; les taux respectifs sont tous supérieurs à la moyenne UE. De manière générale, on constate une très légère baisse du taux de connaissance des institutions européennes par rapport aux Eurobaromètres précédents: 95% des sondés connaissent le Parlement européen, 92% la Commission européenne, 90% la Cour de justice, 85% la Banque centrale européenne et 81% le Conseil des ministres.

## **La plus grande confiance est accordée à la Cour de justice et au Parlement**

Les habitants accordent une confiance largement supérieure aux institutions communautaires que la moyenne communautaire. De manière générale, on constate toutefois une baisse assez significative de la confiance accordée aux institutions mentionnées par rapport à l'Eurobaromètre précédent.

La Cour de justice (70%) occupe la position de tête, devant le Parlement européen (66%), la Banque centrale européenne (63%), la Commission européenne (61%) et le Conseil des ministres (56%). Le médiateur se retrouve en dernière position avec 34%.

## **L'UE synonyme d'espoir et de confiance**

Au Luxembourg, 6% expriment l'enthousiasme, 44% déclarent que l'UE leur donne un sentiment d'espoir, 28% un sentiment de confiance, 19% un sentiment d'inquiétude, 16% un sentiment d'indifférence et 13% un sentiment de méfiance. Les sentiments positifs sont plus forts au Luxembourg qu'en moyenne UE, les sentiments négatifs logiquement aussi moins prononcés.

## **Les citoyens tiennent à "leur" commissaire**

Diverses propositions ont été soumises aux sondés concernant des actions de l'UE. Au Luxembourg, 87 % des citoyens tiennent à 'leur' commissaire. C'est leur première priorité, suivie de celle d'apprendre le fonctionnement de l'UE aux enfants à l'école (87%). L'union monétaire (83%) suit en troisième position, avec la politique de sécurité et de défense commune (83%). Rendre l'UE responsable des affaires non réglées par les gouvernements nationaux ou locaux se retrouve en dernière position, avec 71% d'adhésion. Il faut souligner que, au Luxembourg, toutes les propositions rencontrent un assentiment plus fort qu'au niveau de l'UE.

## **D'abord titulaire de sa propre nationalité, ensuite Européen**

En règle générale, la majorité des personnes interrogées (43%) se voit, dans un avenir proche, plutôt titulaire de leur nationalité et, en second lieu, Européen. Etre d'abord Européen et ensuite titulaire de sa nationalité constitue une perspective pour 14% des habitants du Luxembourg. 15 % des citoyens au Luxembourg se voient seulement Européens.

## **Une majorité pour une prise de décision commune par l'UE en matière de défense**

En matière de politique de défense commune, les sondés estiment à une large majorité que les décisions devraient être prises par l'UE (53%), suivie de l'OTAN (16%) et du gouvernement national (16%)

## **En faveur de l'élection directe du président de la Commission**

Plusieurs options ont été proposées pour la désignation du président de la Commission européenne: élection directe par les citoyens, élection par le Parlement européen, nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement ou élection par le Parlement européen et les chefs d'Etat. L'élection directe (50%) constitue le mode de désignation préféré au Luxembourg, avec une nette avance par rapport à l'élection par le Parlement européen et les chefs d'Etat (15%) ou l'élection par le Parlement européen (12%). La nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement est favorisée par seulement 11% des sondés au Luxembourg.

## **Une très large majorité satisfaite du fonctionnement de la démocratie**

A la question de savoir s'ils sont satisfaits ou non du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, 74% des citoyens au Luxembourg répondent positivement, 23% négativement.

Près de deux tiers, c'est-à-dire 59% des sondés au Luxembourg sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'UE, 31% ne le sont pas.

## **L'insécurité et le chômage constituent les principaux problèmes**

Au Luxembourg, les problèmes cités comme les plus importants par les sondés ont fondamentalement changé en six mois. Ainsi, en mars 2003, les citoyens estimaient que l'insécurité, le chômage, le système éducatif et la situation économique étaient les problèmes les plus importants auxquels le pays doit faire face. En septembre 2003, les sondés au Luxembourg citent en premier lieu le chômage (45%), l'inflation (20%), la situation économique (19%), le système éducatif (18%), l'insécurité (15%).

## **Pour une Constitution pour l'Europe et un allongement de la durée de la présidence de l'UE**

Une large majorité des sondés, à savoir deux tiers (66%), estime que l'UE a besoin d'une Constitution, alors qu'un citoyen sur dix estime le contraire.

Un citoyen sur deux estime la durée de six mois des présidences tournantes doit être étendue, étant trop courte. 37% sont en faveur du maintien de sa durée, car elle permet la rotation régulière.

---

## Sommaire

Eurobaromètre, des sondages réguliers	9
Répartition sociodémographique de l'échantillon luxembourgeois pour le sondage Eurobaromètre 60.1 – automne 2003	10
I. L'intégration européenne et les grandes politiques actuelles de l'Union européenne	11
I.1. La majorité en faveur d'un élargissement sélectif	11
I.2. L'UE a besoin d'une position commune en cas de crise internationale	13
I.3. Le droit de veto, prérogative essentielle	15
I.4. Scepticisme croissant vis-à-vis des Etats-Unis	15
I.5. L'UE joue un rôle positif sur le plan international	17
I.6. Une large majorité pour une union politique européenne	19
I.7. En faveur d'un commissaire par Etat membre	20
I.8. La paix et la sécurité restent prioritaires	22
I.9. Une majorité pour une prise de décision commune par l'UE en matière de défense	24
I.10. Le chômage, l'inflation et la situation économique constituent les problèmes majeurs	25
II. La perception de l'Union européenne	26
II.1. La majorité se dit bien informée	26
II.2. La télévision, la presse et la radio sont les premières sources d'information	27
II.3. Une très large majorité en faveur de l'appartenance	28
II.4. Plus de trois quarts estiment que le Luxembourg a bénéficié de l'appartenance à l'UE	29
II.5. L'UE synonyme d'espoir et de confiance	30
II.6. Suffisamment d'information sur l'UE dans les médias	31
II.7. Une information objective sur l'UE	32
II.8. Une plus grande fierté pour l'appartenance à la nationalité qu'à l'UE	33
II.9. D'abord titulaire de la nationalité, ensuite Européen	34
II.10. De forts regrets en cas d'abandon de l'UE	35
II.11. Une image largement positive pour presque deux tiers des habitants du Luxembourg	36



---

<b>II.12. Une très large majorité satisfaite du fonctionnement de la démocratie</b>	<b>37</b>
<b>II.13. L'UE surtout synonyme de liberté de voyager et de travailler</b>	<b>39</b>
<b>II.14. Les institutions communautaires sont très connues</b>	<b>40</b>
<b>II.15. Effet important des institutions sur la vie de l'UE</b>	<b>41</b>
<b>III. Compétences des institutions</b>	<b>43</b>
<b>III.1. La santé, la sécurité sociale et l'enseignement doivent rester de la compétence nationale</b>	<b>43</b>
<b>III.3. Pour une élection directe du président de la Commission</b>	<b>48</b>
<b>III.4. Une Constitution pour l'Europe</b>	<b>49</b>
<b>III.5. Pour un allongement de la présidence de l'UE</b>	<b>49</b>
<b>III.6. La plus grande confiance est accordée à la Cour de justice et au Parlement</b>	<b>50</b>

---

## **Eurobaromètre, des sondages réguliers**

Un échantillon de 587 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973, pour le compte de la Direction générale Presse et Communication de la Commission européenne. Le présent Eurobaromètre 60.1 a été effectué au Luxembourg entre le 3 octobre et le 7 novembre 2003.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre, le Luxembourg faisant exception avec un échantillon composé de 587 personnes pour l'EB 60.1, dont 75% sont de nationalité luxembourgeoise et 25% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Le 60<sup>e</sup> rapport a été élaboré dans une période cruciale de la construction européenne, marquée notamment par les négociations de la Conférence intergouvernementale sur la future constitution de l'UE.

La première partie analyse l'avis des sondés sur l'intégration européenne et leur opinion sur les grands sujets de politique européenne d'actualité. Sont abordés l'élargissement, le processus décisionnel communautaire après l'élargissement, la politique étrangère et de sécurité commune, l'accord ou le désaccord des sondés avec certaines propositions.

La deuxième partie du rapport analyse l'Union européenne telle que perçue par les habitants du Luxembourg, les sources qu'ils utilisent pour s'informer sur l'UE, ses politiques et ses institutions, ainsi que l'effet qu'engendre l'appartenance à l'UE.

La troisième partie traite la réforme des institutions, les compétences des organes de l'UE et des instances nationales, les problèmes les plus importants à l'heure actuelle, l'élection du président de la Commission, la durée de la présidence tournante et l'importance d'une future Constitution européenne.

La quatrième partie analyse la confiance que les sondés au Luxembourg accordent aux différentes institutions de l'Union européenne.

Le rapport du 60<sup>e</sup> sondage Eurobaromètre, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par 'Almathea Consulting, Luxembourg'.

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne: [http://europa.eu.int/comm/public\\_opinion/](http://europa.eu.int/comm/public_opinion/)

## Répartition sociodémographique de l'échantillon luxembourgeois pour le sondage Eurobaromètre 60.1 – automne 2003

L'échantillon luxembourgeois est composé de 587 personnes, dont 75% sont de nationalité luxembourgeoise. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit:

Belgique	2,7%
Danemark	0,3%
Allemagne	2,3%
Grèce	0,4%
Espagne	1,1%
France	3,9%
Irlande	0,5%
Italie	3,3%
Pays-Bas	1,2%
Portugal	8,7%
Royaume-Uni	1,1%
Autriche	0,0%
Suède	0,1%
Finlande	0,0%

Répartition par sexe de l'échantillon luxembourgeois

Hommes	48,9%
Femmes	51,1%

Répartition par classe d'âge de l'échantillon luxembourgeois

15-24 ans	13,8%
25-39 ans	29,6%
40-54 ans	26,6%
+ 55 ans	30,0%

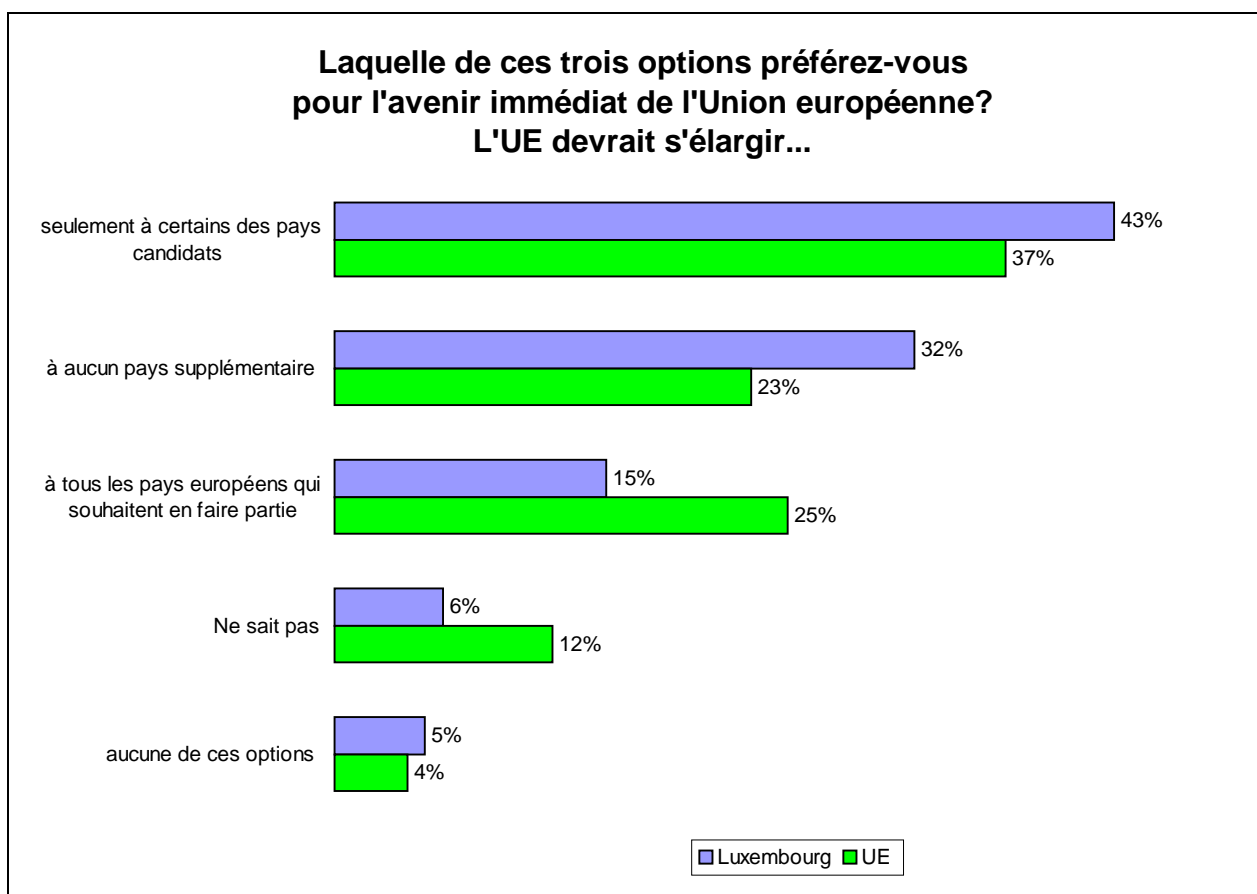
Répartition par classe socioprofessionnelle de l'échantillon luxembourgeois

Professions libérales	6,6%
Managers	11,4%
Autres Cadres / Cols blancs	16,2%
Ouvriers	19,3%
Personnes au foyer	17,9%
Chômeurs	2,7%
Retraités	18,0%
Etudiants	7,7%

## I. L'intégration européenne et les grandes politiques actuelles de l'Union européenne

La première partie analyse l'avis des citoyens sur l'intégration européenne et leur opinion sur les grands sujets de politique européenne d'actualité. Sont abordés l'élargissement, le processus décisionnel communautaire après l'élargissement, la politique étrangère et de sécurité commune, l'accord ou le désaccord des sondés avec certaines propositions. Il faut garder à l'esprit que le sondage a été réalisé en automne 2003, après la fin des travaux de la Convention européenne et avant le Conseil européen de Bruxelles, consacré au projet de la Constitution européenne et accompagné d'une vaste couverture médiatique.

### I.1. La majorité en faveur d'un élargissement sélectif



Au Luxembourg, les citoyens ont une approche plutôt prudente vis-à-vis de l'élargissement. 43% souhaitent que l'Union intègre seulement certains pays (moyenne UE: 37%). Près d'un tiers (UE: 23%) ne veut voir accéder aucun pays supplémentaire. 15% (UE: 25%) sont ouverts à tous les pays qui souhaitent en faire partie.

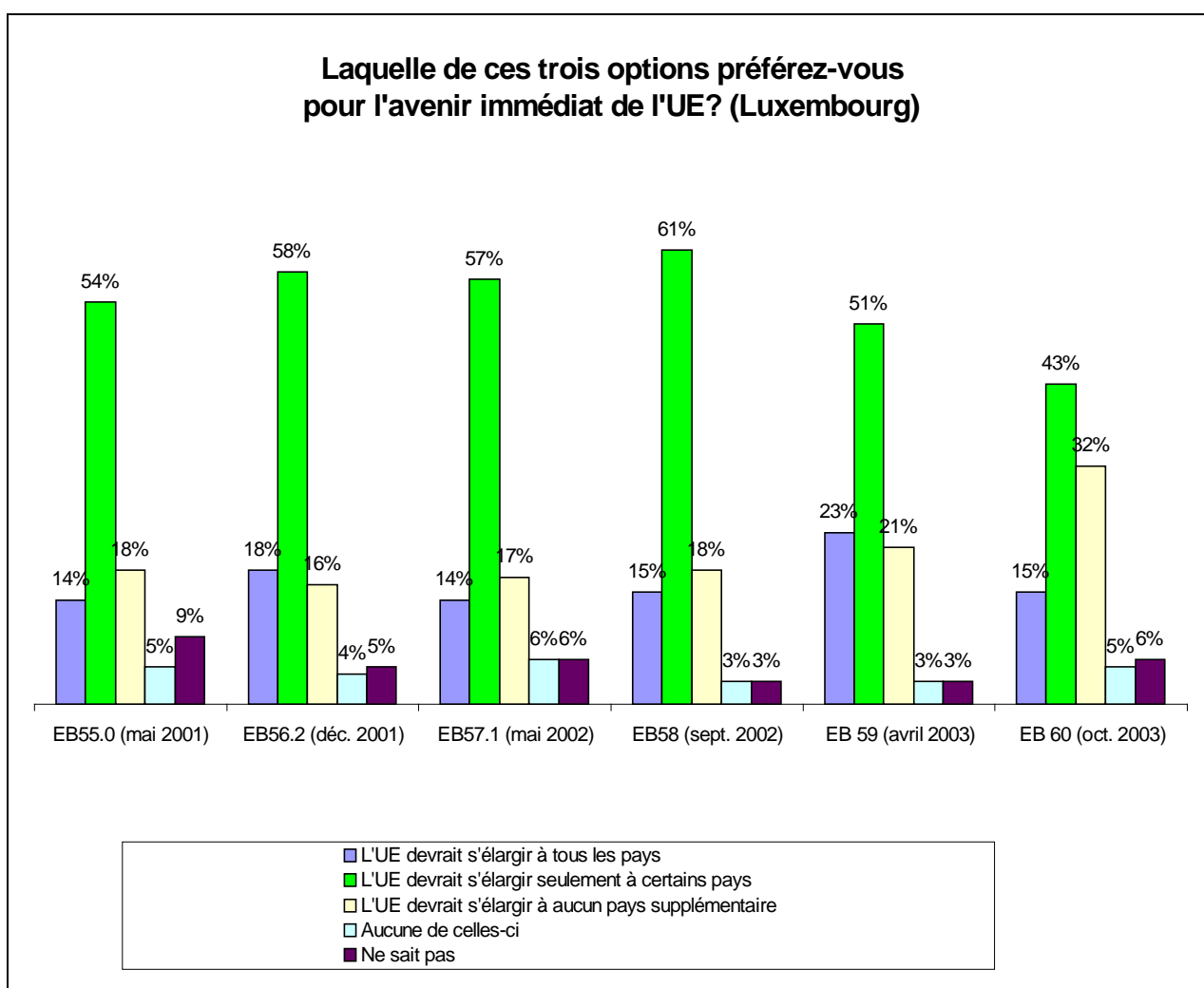
A moyen terme, depuis mai 2001, l'opinion publique a évolué sensiblement au Luxembourg. Le pourcentage des personnes favorables à un élargissement à tous les pays (14% en mai 2001) a d'abord oscillé entre 14% et 18%, avant d'atteindre son niveau le plus élevé, avec 23%, en avril 2003.

Depuis lors, il est retombé à 15% au Luxembourg (-8 points) et a atteint ainsi presque le niveau le plus bas de mai 2001.

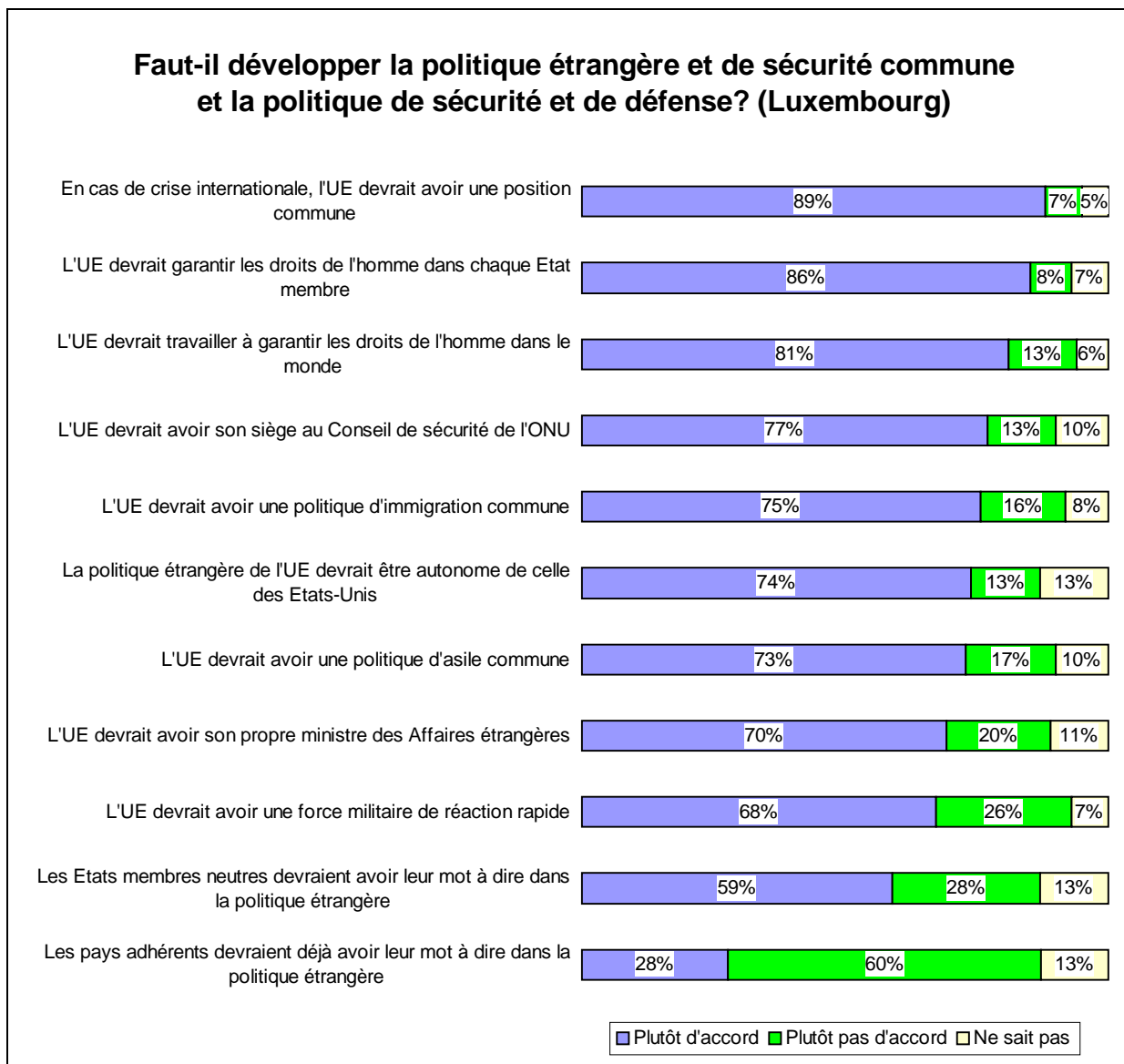
L'opinion que l'UE devrait s'élargir à certains pays seulement prévaut toujours. Ayant atteint son point culminant en septembre 2002, avec 61%, elle a baissé cependant fortement à son niveau le plus bas, avec 43% (-8 points), la chute la plus importante enregistrée dans tous les pays de l'UE.

Le nombre de personnes opposées à tout élargissement a augmenté régulièrement, en automne 2003 de 12 points de pourcentage par rapport au sondage précédent, pour atteindre son niveau le plus élevé avec 32%.

Les sondés ont une opinion plus ou moins claire sur le sujet, puisque le nombre des personnes ne sachant pas n'atteint que 6%.



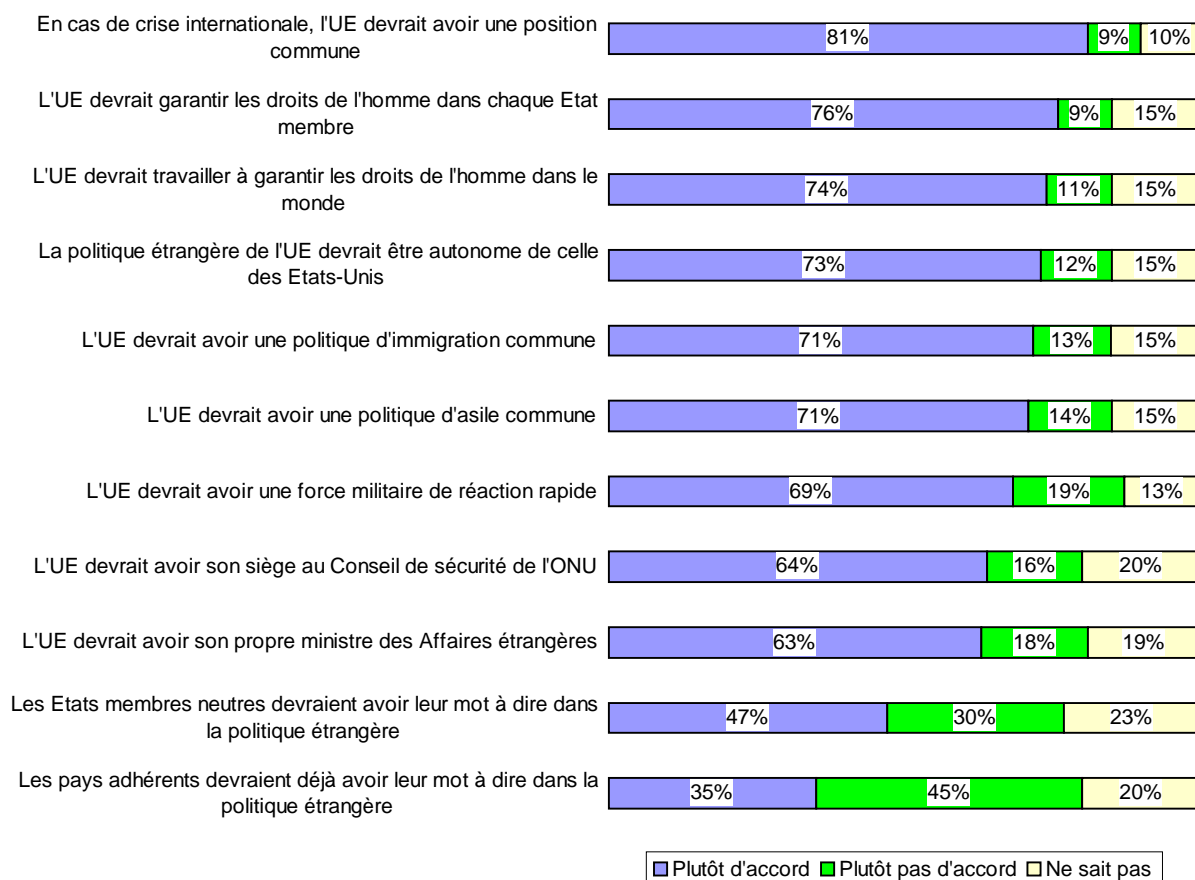
## I.2. L'UE a besoin d'une position commune en cas de crise internationale



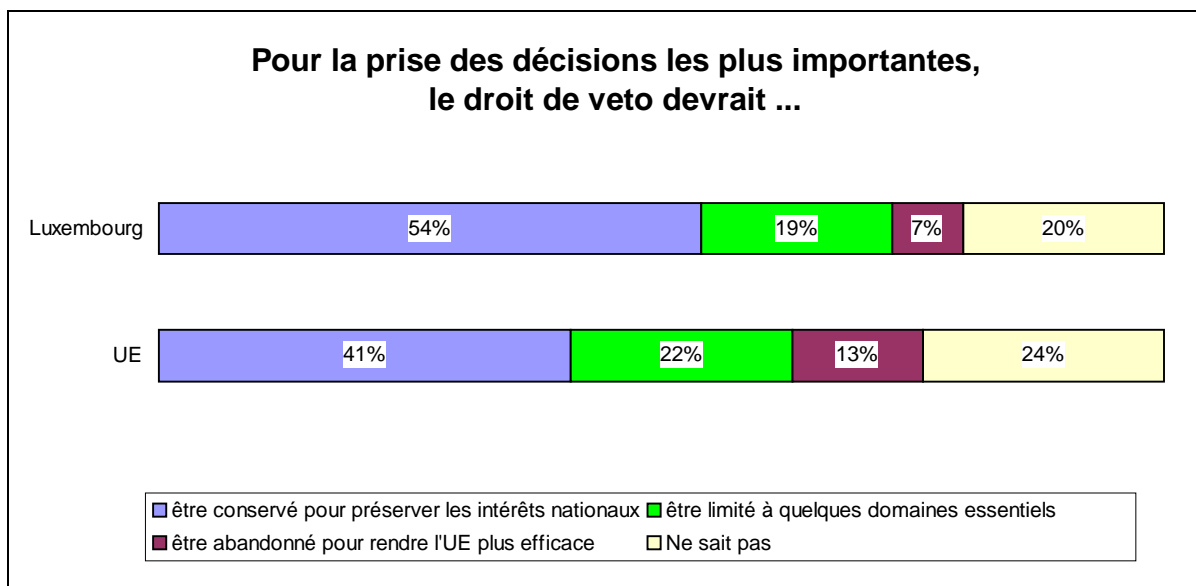
Tant au Luxembourg qu'au niveau européen, les sondés déclarent en premier lieu que l'UE devrait avoir une position commune en cas de crise internationale (Luxembourg: 89%; UE: 81%) et qu'elle devrait garantir les droits de l'homme dans chaque Etat membre (Luxembourg: 86%; UE: 76%). Au Luxembourg, 81% des sondés (UE: 74%) souhaitent que l'UE devrait travailler à garantir les droits de l'homme dans le monde. 77% (UE: 64%) estiment qu'elle devrait avoir son siège au Conseil de sécurité. Seuls 28% des sondés estiment que les pays adhérents devraient déjà avoir leur mot à dire dans la politique étrangère, taux inférieur à la moyenne européenne (35%).

Dans l'ensemble, les sondés au Luxembourg sont plus favorables à l'action commune dans le domaine de la PESC que la moyenne UE.

## Faut-il développer la politique étrangère et de sécurité commune et la politique de sécurité et de défense? (UE)



### I.3. Le droit de veto, prérogative essentielle



Par rapport au sondage précédent, le nombre de personnes favorables au droit de veto a diminué au niveau UE et au niveau Luxembourg. Phénomène intéressant, le nombre de personnes favorables à sa suppression a diminué également, et ceci de manière substantielle.

Le droit de veto constitue toujours une prérogative essentielle pour les habitants du Luxembourg, puisque 54% (-8 points) considèrent qu'il doit être gardé pour préserver les intérêts nationaux, contre seulement 41% (-6 points) des sondés européens. Au niveau de l'UE, 13% (+1 point) se prononcent en faveur de sa suppression pour améliorer l'efficacité de l'UE, ce taux se réduisant à 7% (-1 point) au Luxembourg.

Au Luxembourg (19%) comme au niveau européen (22%), un sondé sur cinq estime qu'il faut limiter le droit de veto à quelques domaines essentiels.

Au Luxembourg, ce sont les 25-39 ans (57%) qui pensent que le droit de veto doit être gardé, suivis des 40-54 ans (56%) et 50 ans et plus (52%). Néanmoins, un sondé sur dix (10%) des 25-39 ans se prononce pour la suppression du droit de veto.

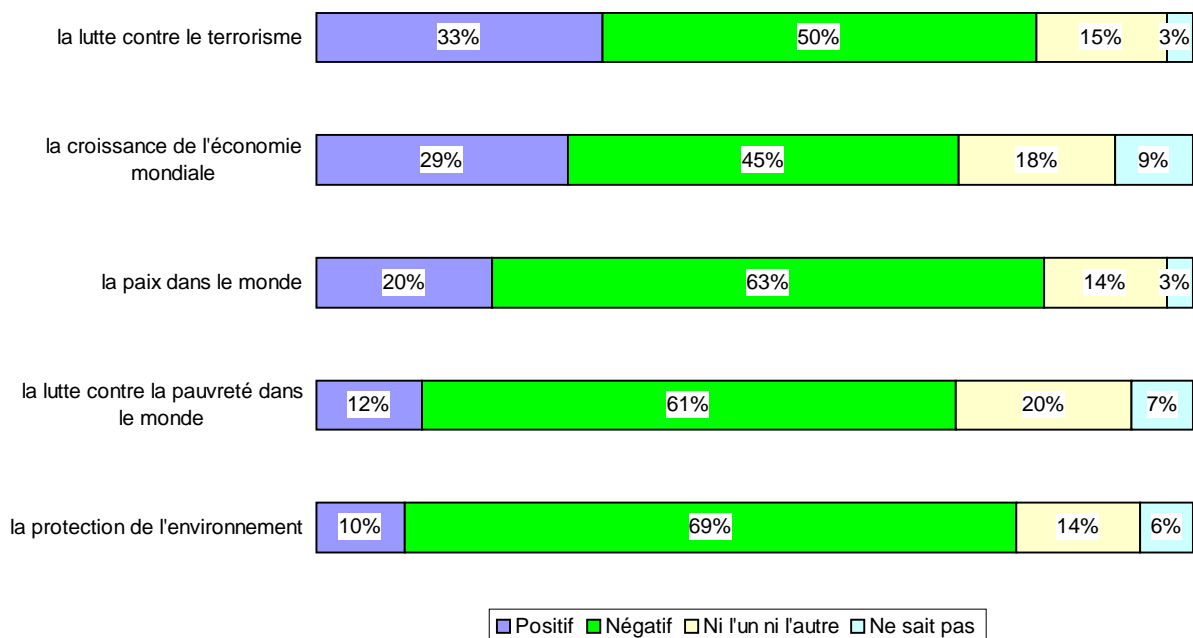
En termes de classes socioprofessionnelles, les chômeurs (62%) en premier lieu, suivis des managers (61%) et des cols blancs (58%) sont d'avis que le droit de veto devrait être maintenu.

### I.4. Scepticisme croissant vis-à-vis des Etats-Unis

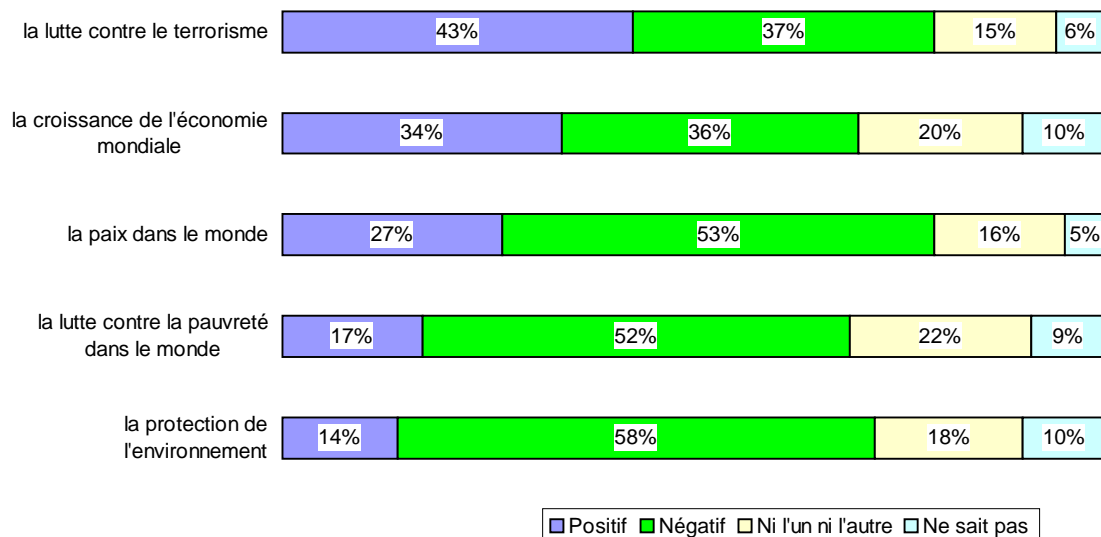
Même si, au niveau de l'UE, les citoyens apprécient d'une certaine manière le rôle des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme, leur appréciation positive est cependant en recul prononcé par rapport au sondage précédent. En ce qui concerne la croissance de l'économie mondiale, la paix dans le monde, la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement, une baisse très significative des résultats est constatée surtout parmi les sondés au Luxembourg. Sur toutes les questions posées, les réponses négatives prévalent par rapport aux réponses positives.



### Les Etats-Unis jouent-ils un rôle plutôt positif, plutôt négatif en ce qui concerne... (Luxembourg)



### Les Etats-Unis jouent-ils un rôle plutôt positif, plutôt négatif en ce qui concerne... (UE)

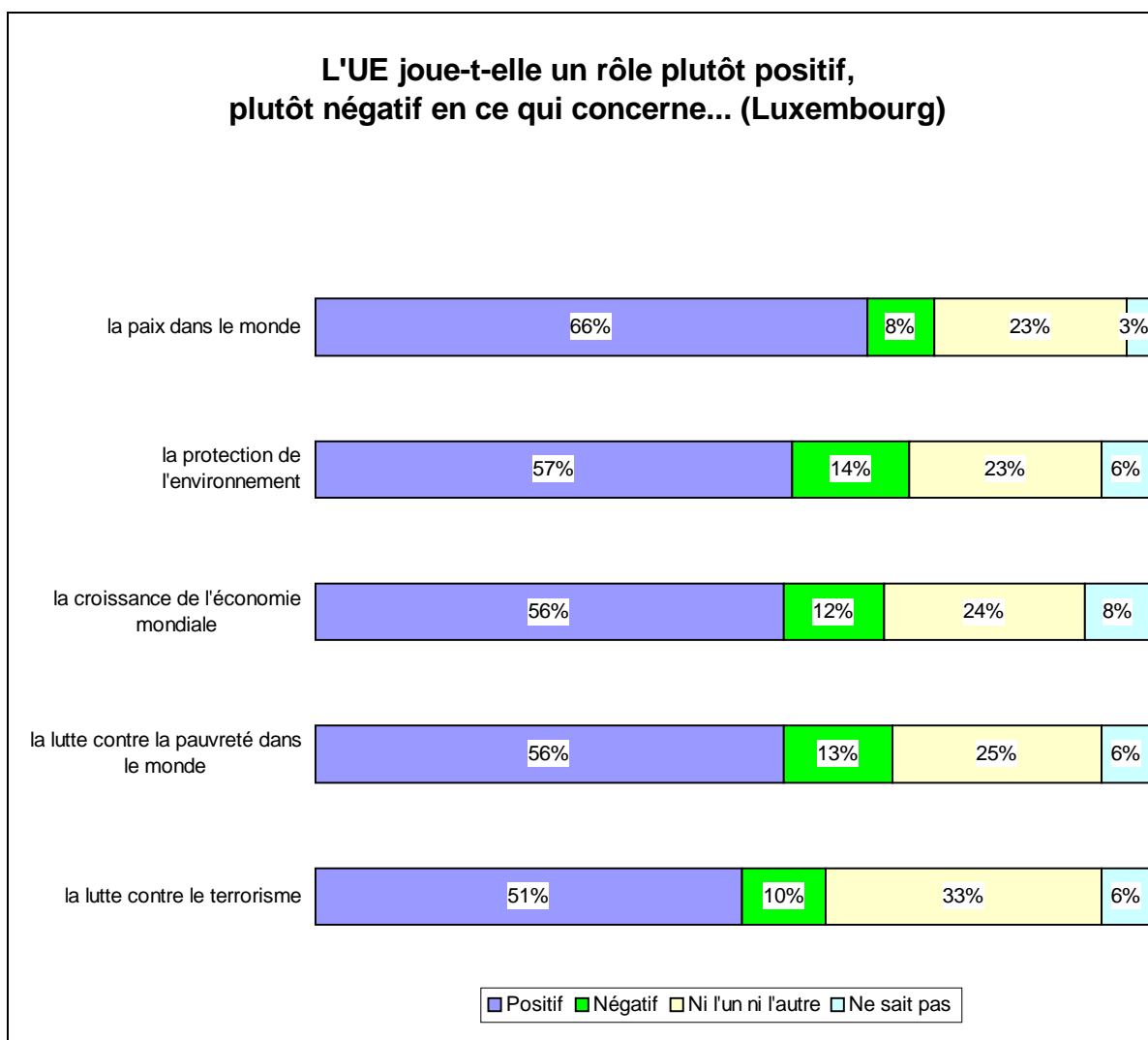


Seul un tiers des sondés au Luxembourg (33%, -17 points) pense que les Etats-Unis jouent un rôle positif dans la lutte contre le terrorisme, contre 43% (-2 points) au niveau européen. Un sondé sur deux au Luxembourg (UE: 37%) pense qu'ils jouent même un rôle négatif dans la lutte contre le terrorisme.

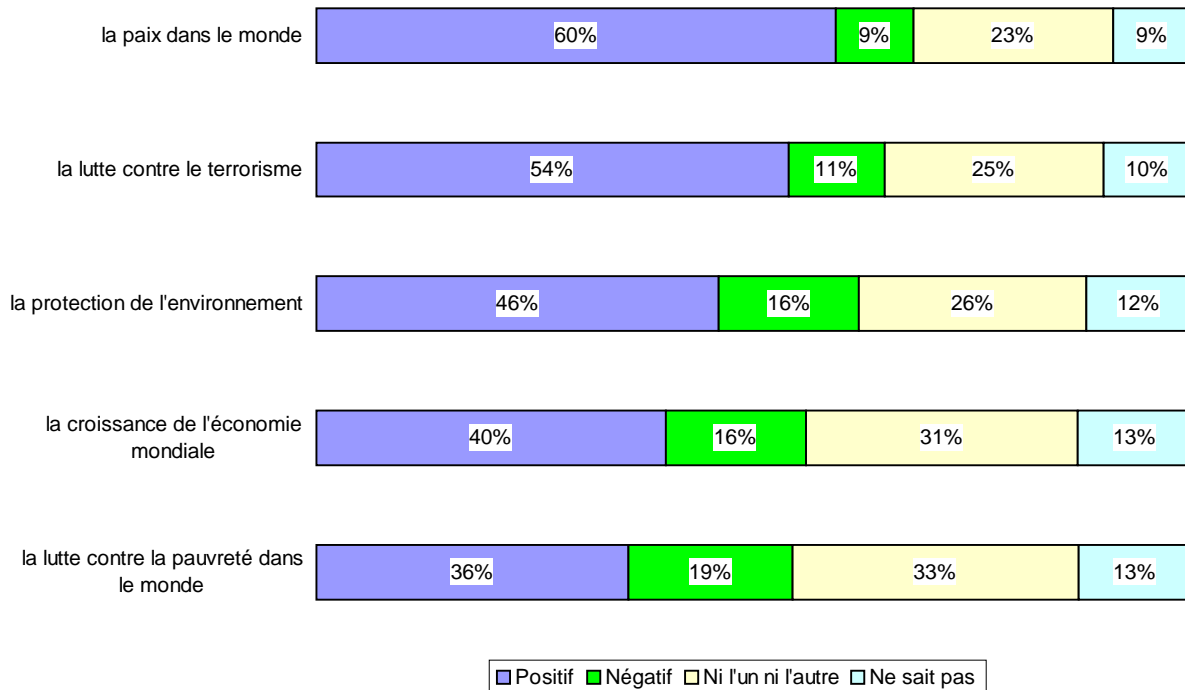
Au Luxembourg, les avis sont par ailleurs négatifs en ce qui concerne la croissance de l'économie mondiale (45%, +11 points; UE: 36%, -1 point), la paix dans le monde (Luxembourg: 63%, +15 points; UE: 53%, -5 points), la lutte contre la pauvreté dans le monde (Luxembourg: 61%, +9 points; UE: 52%, inchangé) et la protection de l'environnement (Luxembourg: 69%, +3 points; UE: 58%, -1 point).

Parmi la population luxembourgeoise, ce sont surtout les 15-24 ans (60%) et les 40-54 ans (55%) qui pensent que les Etats-Unis jouent un rôle négatif dans la lutte contre le terrorisme. Au regard des classes socioprofessionnelles, ce sont les étudiants (63%) et les cols blancs (52%) qui partagent cet avis.

### I.5. L'UE joue un rôle positif sur le plan international



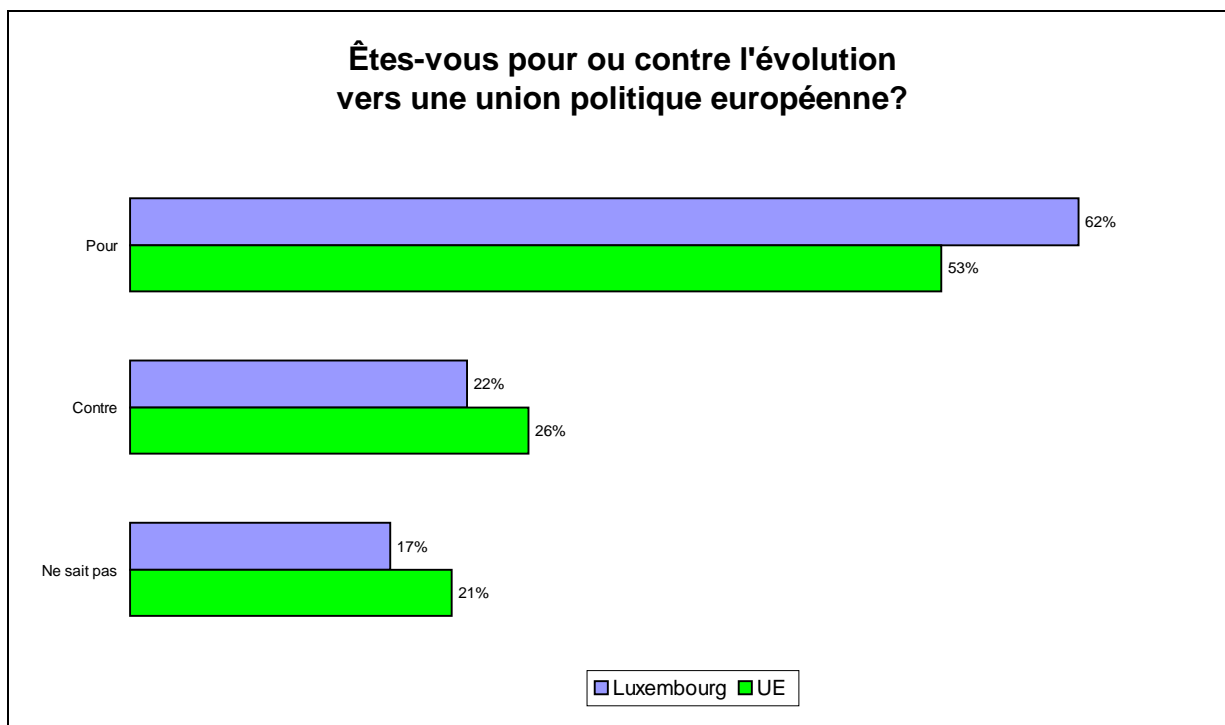
### L'UE joue-t-elle un rôle plutôt positif, plutôt négatif en ce qui concerne... (UE)



A l'opposé de ce qu'on constate pour les Etats-Unis, l'Union européenne gagne en termes de crédibilité. Au Luxembourg, deux tiers des sondés (UE: 60%) estiment qu'elle joue un rôle positif en ce qui concerne la paix dans le monde, 57% (UE: 46%) qu'elle œuvre favorablement pour la protection de l'environnement, 56% (UE: 40%) qu'elle soutient la croissance de l'économie mondiale, 56% (UE: 36%) qu'elle lutte contre la pauvreté dans le monde et 51% (UE: 54%) qu'elle combat le terrorisme.

Surtout les 15-24 ans (70%) au Luxembourg estiment que l'UE joue un rôle positif pour la paix dans le monde, suivis des 55 ans et plus (69%). En termes de classes socioprofessionnelles, les retraités (77%), les étudiants (73%) et les chômeurs (68%) sont du même avis.

## I.6. Une large majorité pour une union politique européenne

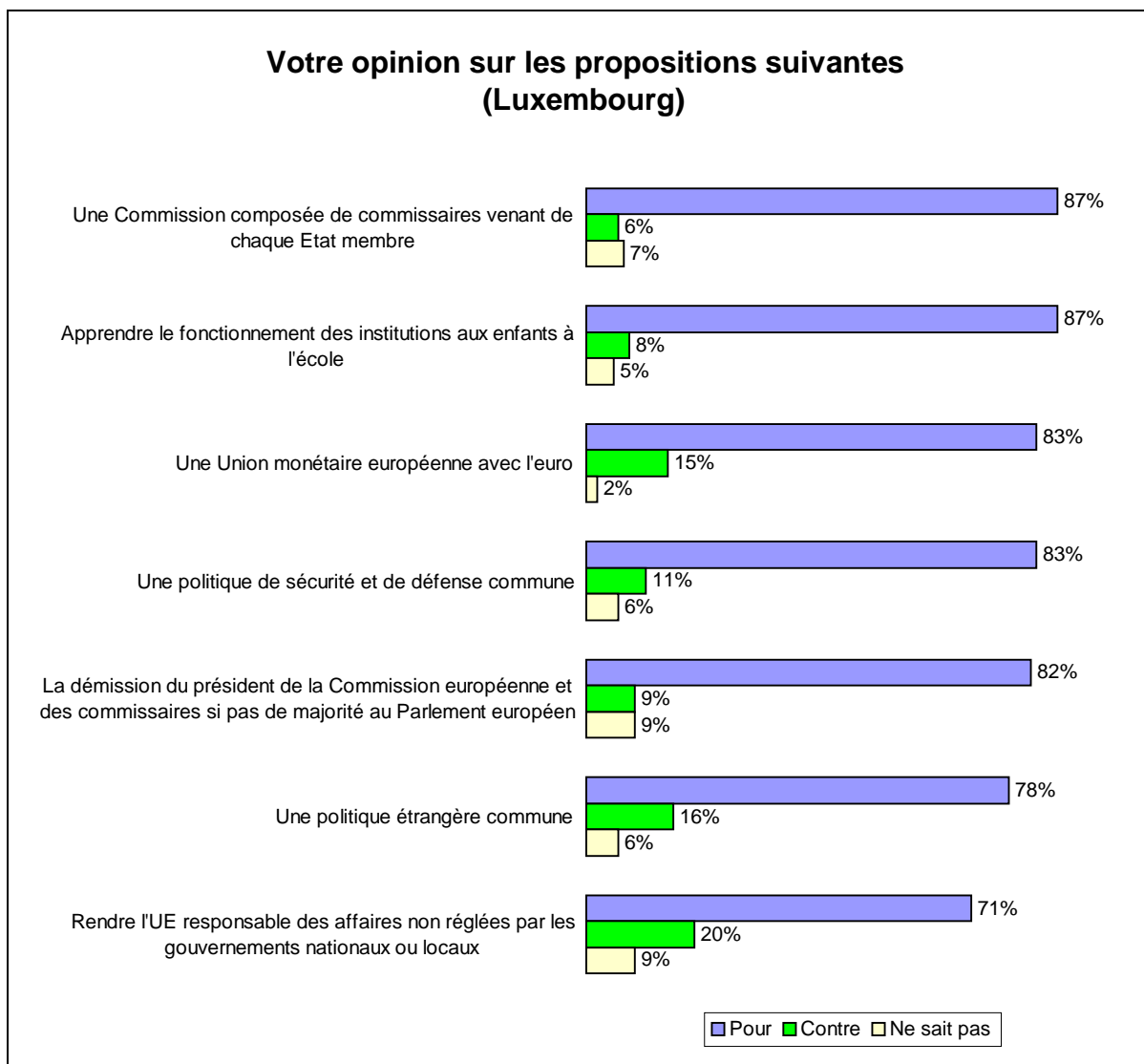


Une large majorité des citoyens au Luxembourg (62%, UE: 53%) est en faveur d'une évolution de l'UE vers une union politique européenne, alors que 22% (UE: 26%) y sont opposés. Le niveau des réponses 'Ne sait pas' est élevé tant au Luxembourg (17%) qu'en moyenne européenne (21%).

Au Luxembourg, surtout les 15-24 ans (66%), suivis des 55 ans et plus (64%) et des 40-54 ans (64%) sont les plus favorables à l'union politique.

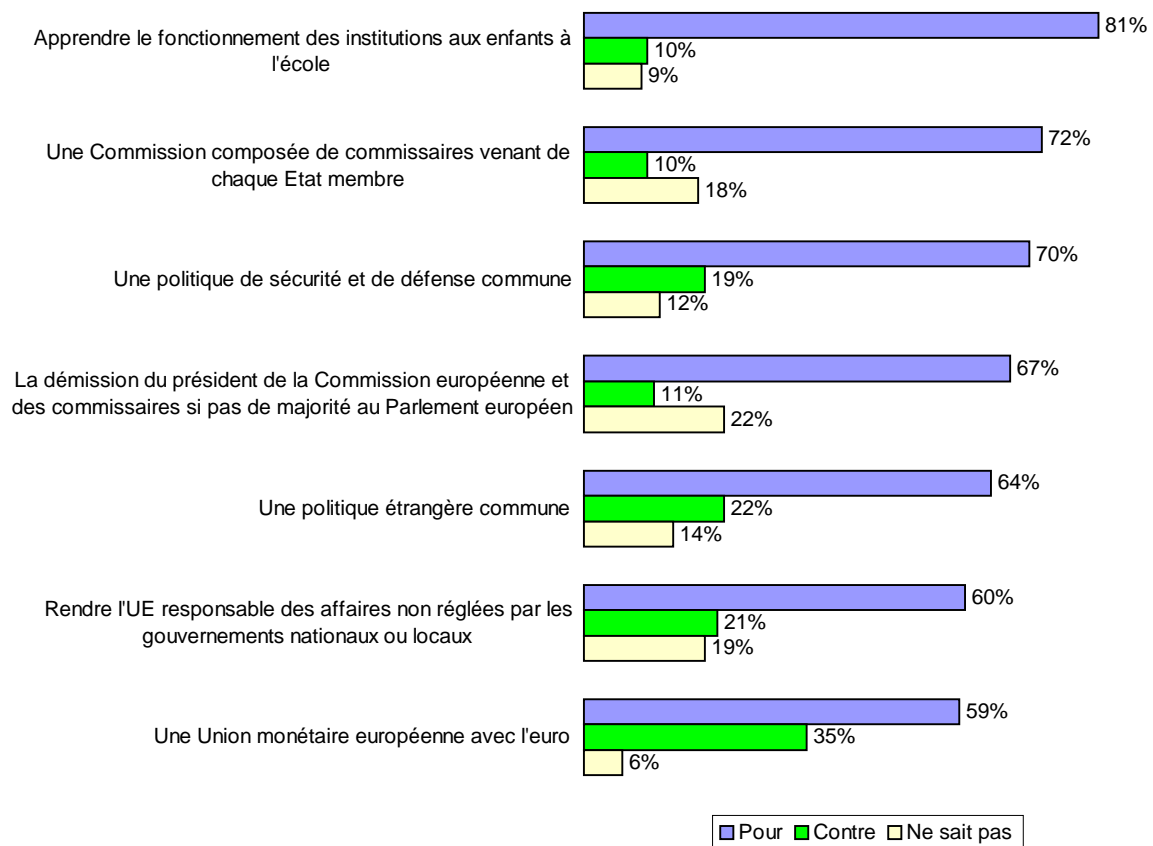
En termes socioprofessionnels, les assentiments les plus prononcés sont donnés par les retraités (69%), les indépendants (64%) et les managers (62%). L'opposition est la plus forte chez les chômeurs (32%).

## I.7. En faveur d'un commissaire par Etat membre



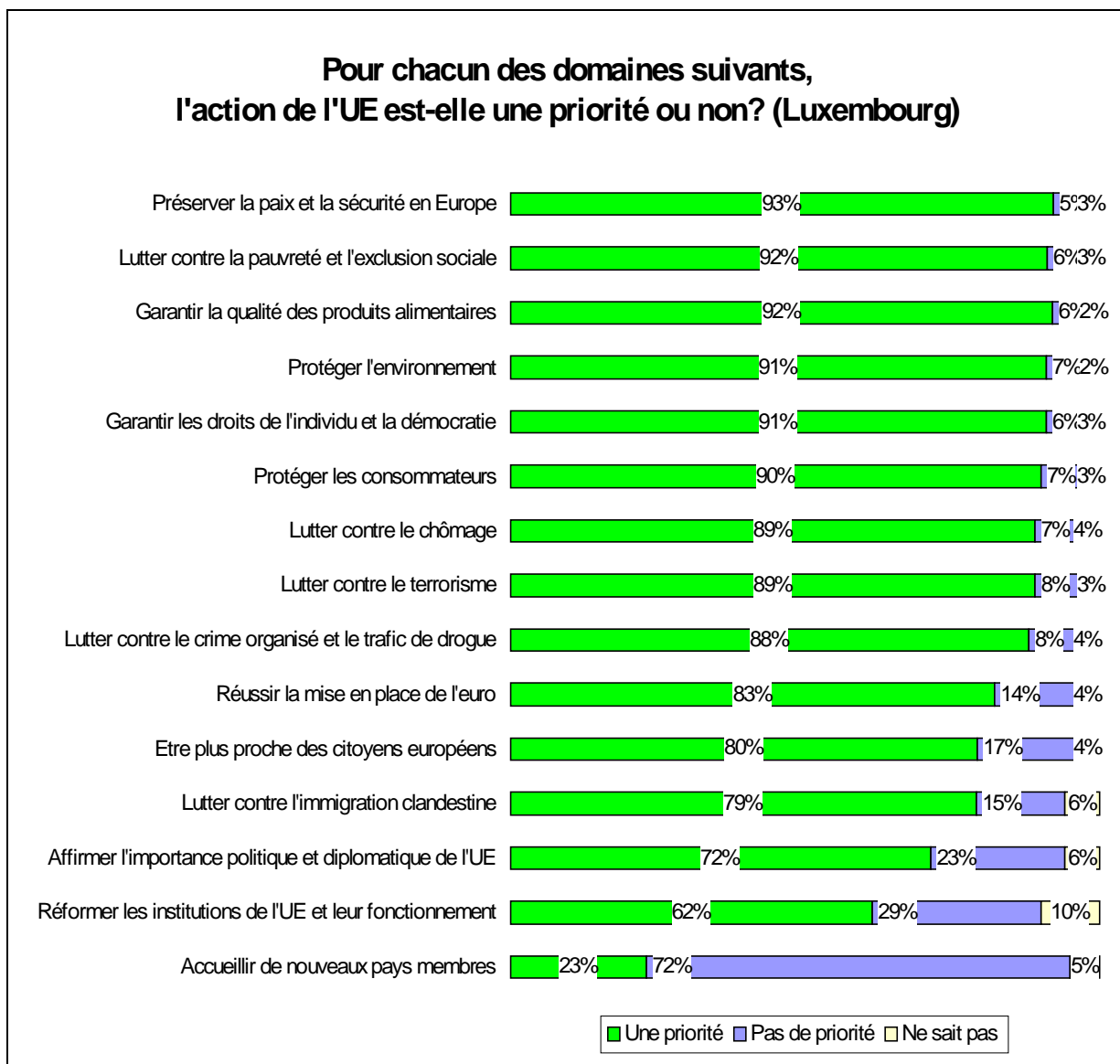
Diverses propositions ont été soumises aux sondés concernant des actions de l'UE. Au Luxembourg, 87% des citoyens tiennent à 'leur' commissaire. C'est pour eux une priorité absolue, suivie de celle d'apprendre le fonctionnement de l'UE aux enfants à l'école (87%, -6 points). Dans un Etat membre de la zone euro, l'Union monétaire (83%, -3 points) suit en troisième position, avec la politique de sécurité et de défense commune (83%, -9 points). Rendre l'UE responsable des affaires non réglées par les gouvernements nationaux ou locaux se retrouve en dernière position, avec 71% d'adhésion (-2 points). Il faut souligner que, au Luxembourg, toutes les propositions rencontrent un assentiment plus fort qu'au niveau UE.

## Votre opinion sur les propositions suivantes (UE)



Au niveau européen, le plus fort assentiment est relevé pour la proposition d'apprendre le fonctionnement de l'UE aux enfants à l'école (81%, -2 points), suivie d'une Commission avec un représentant de chaque Etat membre (72%) et de la politique de sécurité et de défense commune (70%, -4 points). Viennent ensuite les principes de la démission du président de la Commission et des commissaires en cas d'absence de majorité au Parlement européen (67%, -1 point) et d'une politique étrangère commune (64%, -3 points). L'Union monétaire (59%) se retrouve en dernière position, la moyenne étant tirée vers le bas par les Etats membres ne faisant pas partie de la zone euro.

## I.8. La paix et la sécurité restent prioritaires

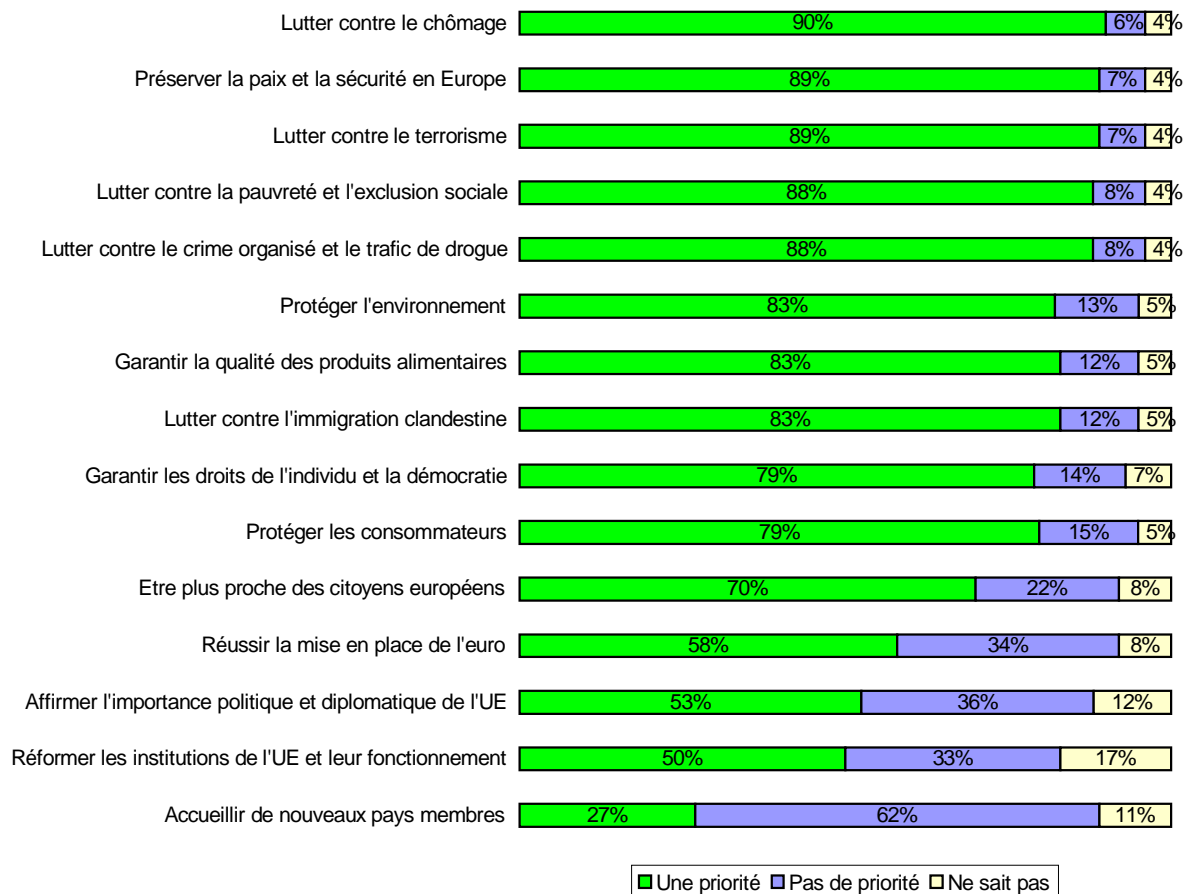


Au Luxembourg, les citoyens citent comme actions prioritaires de l'UE la préservation de la paix et de la sécurité (93%, -6 points) ainsi que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (92%, -5 points) et la garantie de la qualité des produits alimentaires (92%, -4 points).

Au niveau UE, les priorités sont légèrement différentes. La lutte contre le chômage se trouve en tête (90%, inchangé), suivie cette fois-ci par la préservation de la paix et de la sécurité (89%, -2 points), la lutte contre le terrorisme (89%, -1 point), celle contre la pauvreté et l'exclusion sociale (88%, -2 points) et celle contre le crime organisé et le trafic de drogue (88%, inchangé).

La réforme des institutions et surtout l'élargissement comptent parmi les dernières priorités citées, tant au Luxembourg (resp. 62% et 23%) qu'au niveau de l'UE (resp. 50% et 27%).

**Pour chacun des domaines suivants,  
l'action de l'UE est-elle une priorité ou non? (UE)**

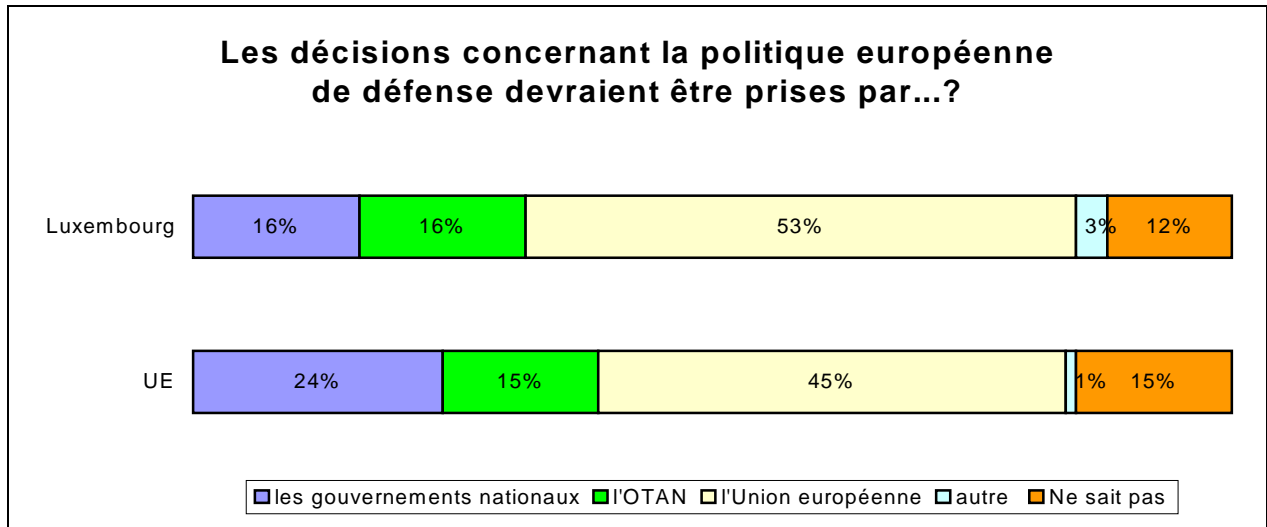




### I.9. Une majorité pour une prise de décision commune par l'UE en matière de défense

En matière de politique de défense commune, les sondés au Luxembourg estiment à une large majorité que les décisions devraient être prises par l'UE (53%, -9 points), suivie de l'OTAN (16%, -2 points) et du gouvernement national (16%, +3 points).

Au niveau européen, les réponses suivent la même tendance, avec des taux moins élevés: 45% (-4 points) des sondés sont en faveur d'une prise de décision par l'UE, 15% (+1 point) par l'OTAN et 24% (+3 points) par les gouvernements nationaux.

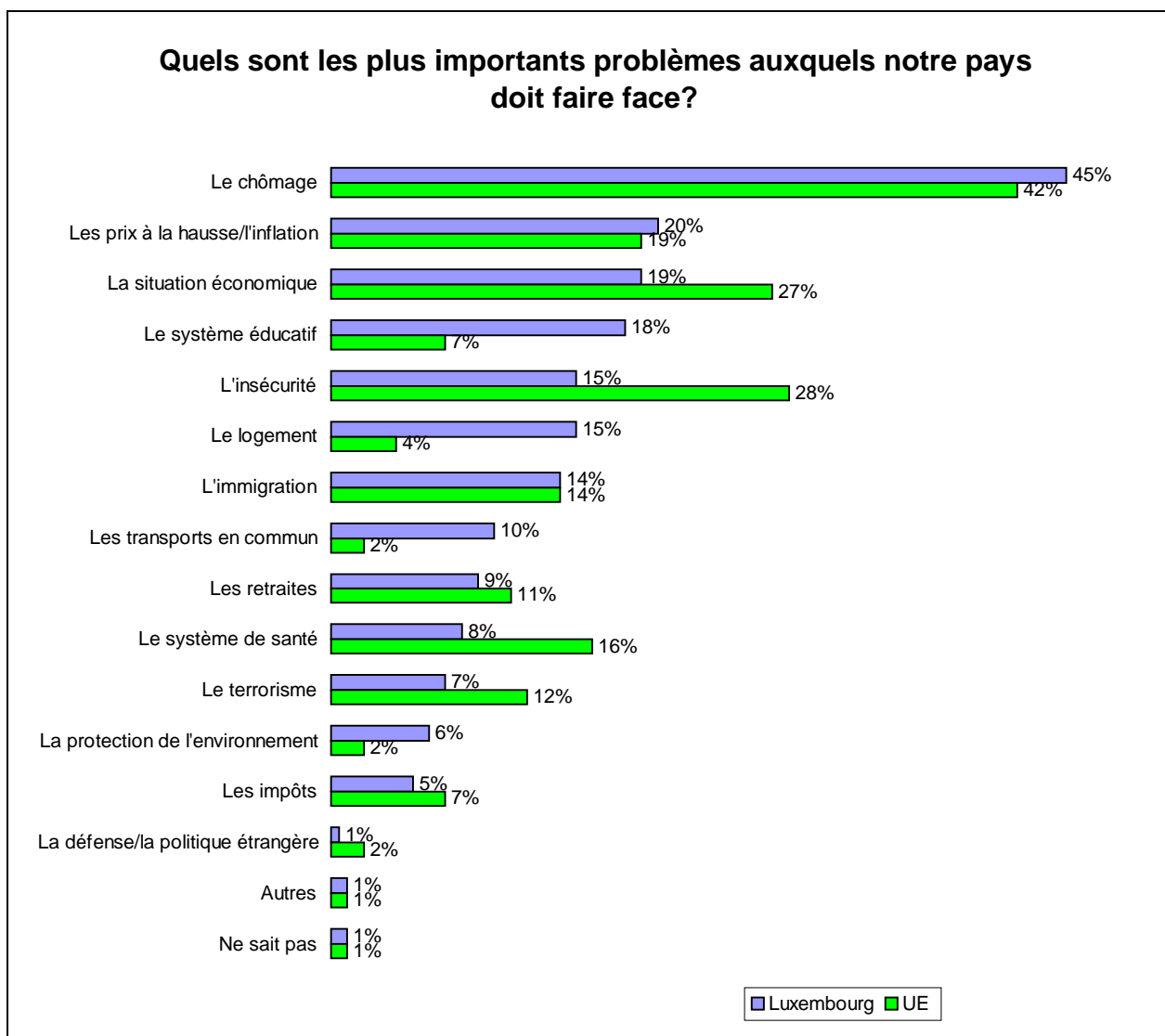


## I.10. Le chômage, l'inflation et la situation économique constituent les problèmes majeurs

Au Luxembourg, les problèmes cités comme les plus importants par les sondés ont fondamentalement changé en six mois. Ainsi, en mars 2003, les citoyens estimaient que l'insécurité (41%), le chômage (40%), le système éducatif (22%) et la situation économique (14%) étaient les problèmes les plus importants auxquels le pays doit faire face. En septembre 2003, les sondés au Luxembourg ont déclaré que les principaux problèmes étaient le chômage (45%), l'inflation (20%), la situation économique (19%), le système éducatif (18%), l'insécurité (15%), le logement (15%) et l'immigration (14%) (14%)

Au niveau européen, le chômage (42%, +1 point), l'insécurité (28%, -1 point), la situation économique (27%, +3 points) et l'inflation (19%, +5 points) dominent les réponses.

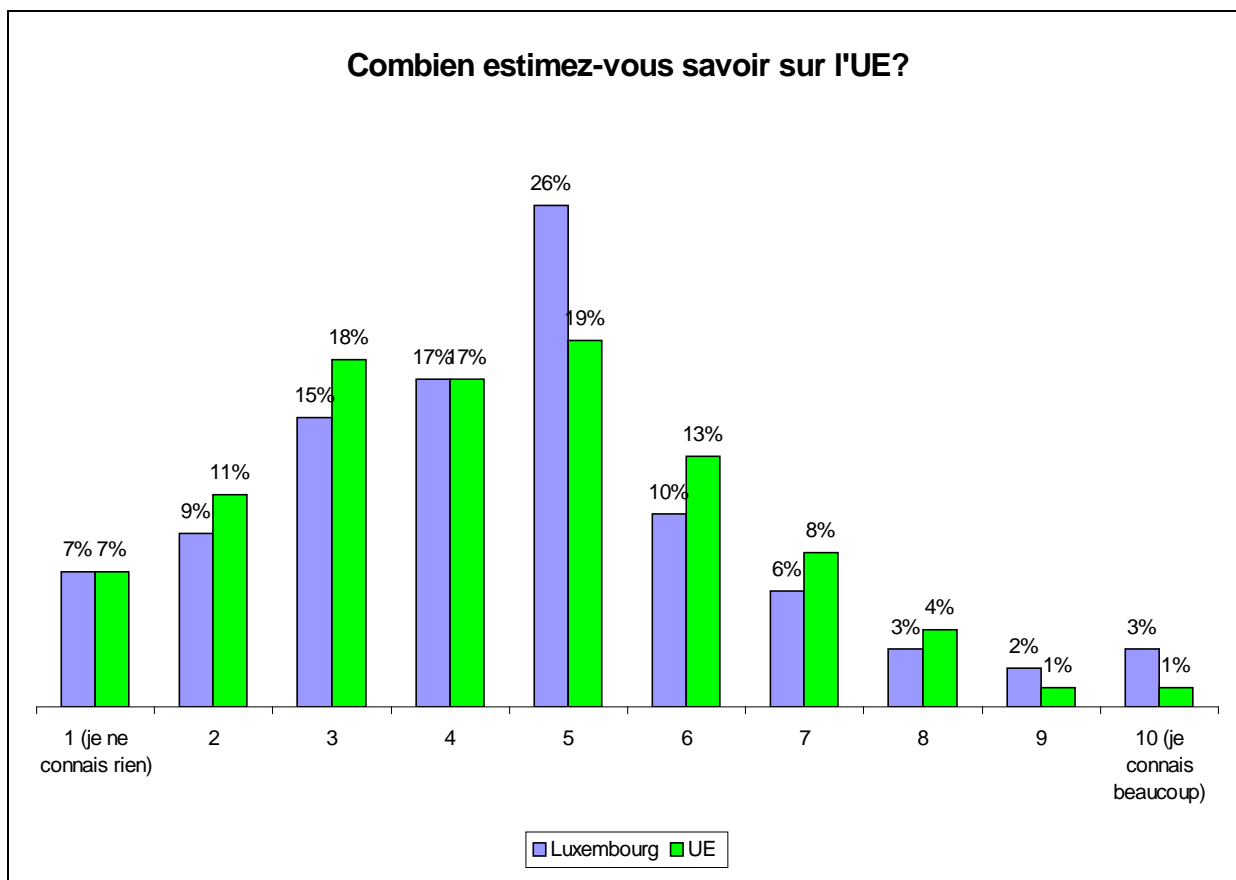
Ainsi, on constate qu'entretemps, les sujets qui préoccupent les sondés au Luxembourg ont rejoint ceux qui étaient cités comme prioritaires par les sondés européens depuis six mois.



## II. La perception de l'Union européenne

La deuxième partie du rapport analyse la perception générale de l'Union européenne, les sources utilisées pour s'informer sur l'UE, ses politiques et ses institutions, ainsi que l'effet bénéfique qu'engendre le sentiment d'appartenance à l'UE.

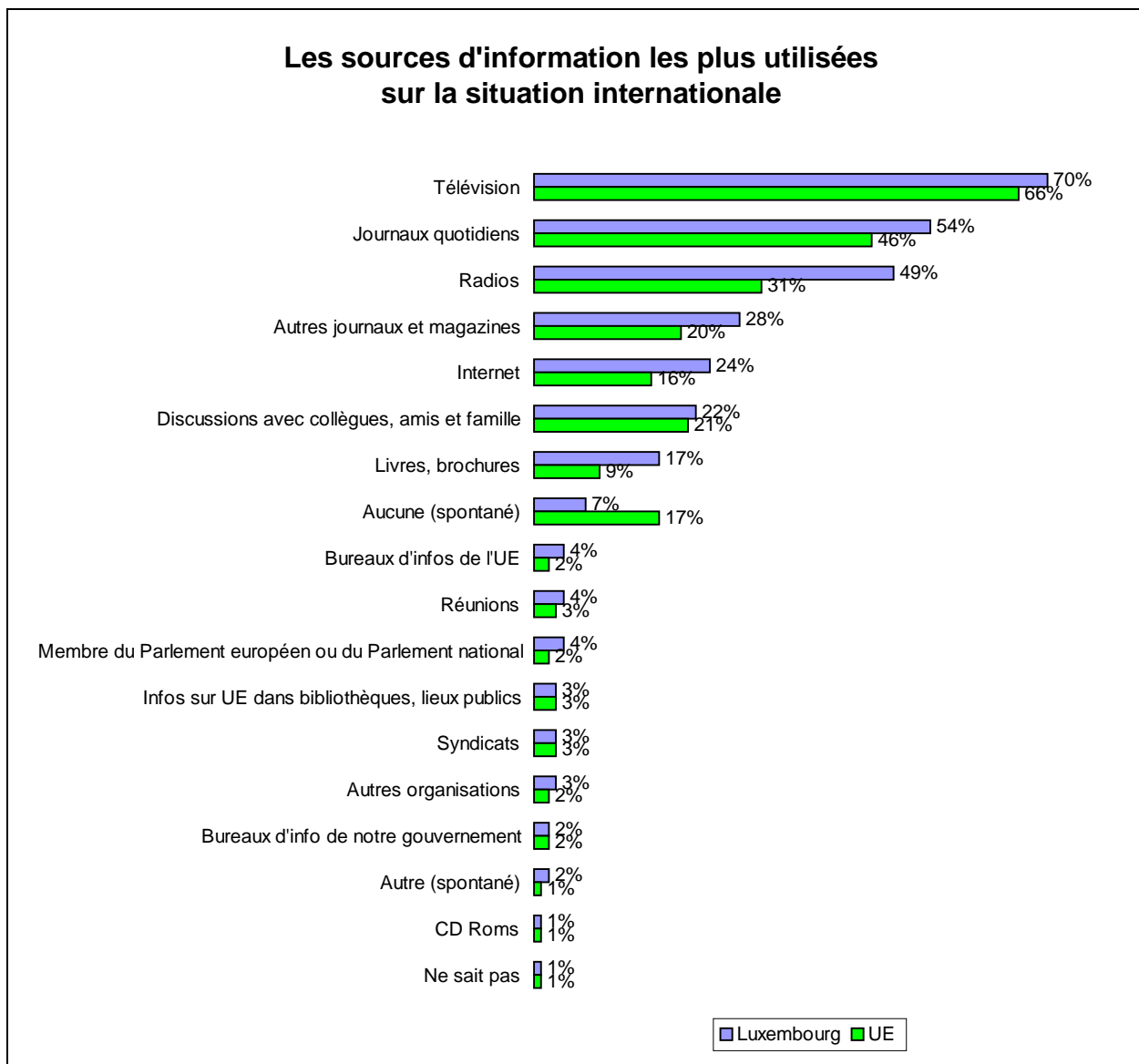
### II.1. La majorité se dit bien informée



Tant au niveau du Luxembourg qu'en moyenne européenne, les réponses les plus fréquentes sont celles situées en milieu d'échelle.

En règle générale, les personnes interrogées au Luxembourg considèrent leurs connaissances sur l'UE comme bonnes. 26% (-3 points) des sondés ont mis la note moyenne (5) sur une échelle de 1 à 10, (UE: 19%, +1 point). Par ailleurs, les citoyens se disent mieux informés au Luxembourg qu'en moyenne UE. En additionnant les notes 5-10, le taux atteint 50%, contre 46% en moyenne UE.

## II.2. La télévision, la presse et la radio sont les premières sources d'information



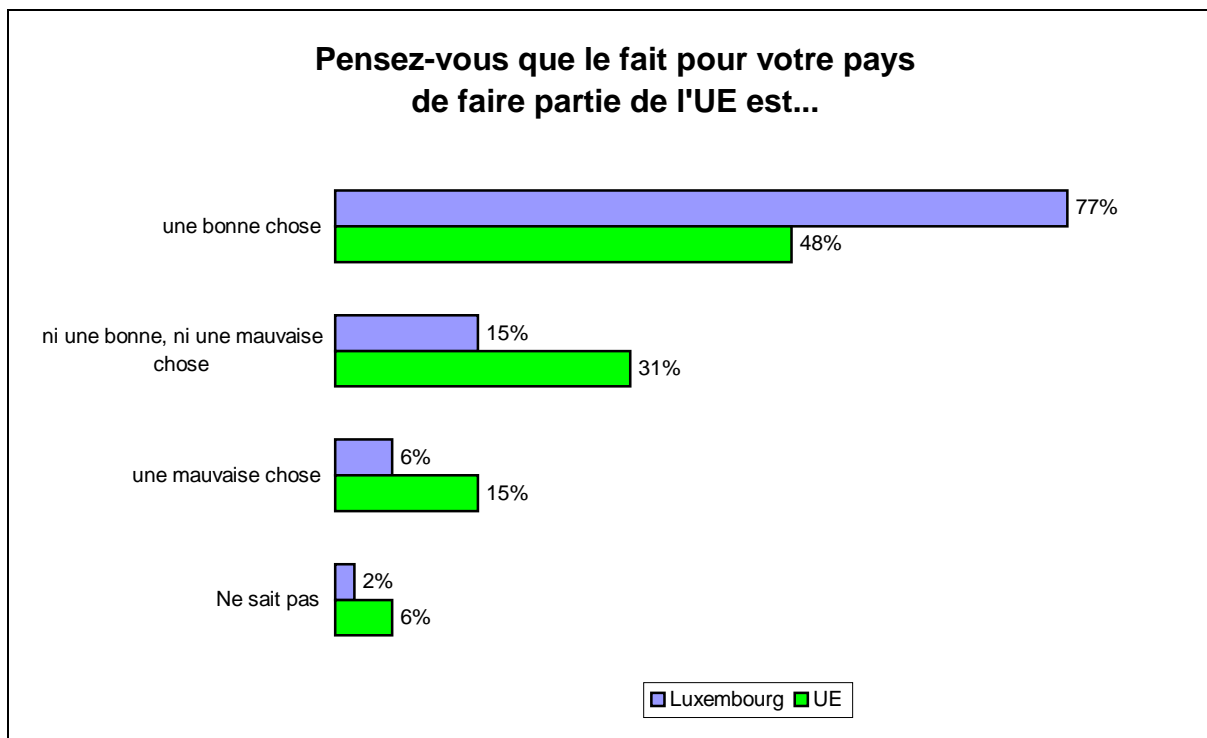
Les trois premières sources d'information sur l'UE que les habitants du Luxembourg utilisent sont la télévision (70%), les journaux quotidiens (54%) et les radios (49%). Cette tendance est la même au niveau de l'UE avec des taux plus faibles: la télévision est la source la plus utilisée (66%), loin devant les journaux quotidiens (46%) et les radios (31%).

En termes de catégories socioprofessionnelles, les résultats relevés au Luxembourg montrent que ce sont les retraités (81%), suivis des ouvriers (75%), des chômeurs (75%), des personnes au foyer (72%), des étudiants (69%) et des cols blancs (67%) qui citent la télévision comme la source d'information la plus utilisée. La presse nationale est la plus lue par les retraités (68%), les cols blancs (65%), les managers (54%), les indépendants (54%) et les personnes au foyer (48%). Les radios trouvent leur audience la plus importante parmi les ouvriers (60%), les cols blancs (55%), les retraités (53%) et les chômeurs (50%).

De manière générale, on constate au Luxembourg que, plus on vieillit, plus l'utilisation de la télévision et des journaux comme première source d'information augmente, alors que la radio est autant écoutée

par les personnes âgées que par les jeunes. La presse quotidienne est aussi nettement plus lue par les hommes (57%) que par les femmes (50%). Il en est de même pour la radio: 52% des hommes au Luxembourg déclarent l'utiliser comme source pour obtenir des informations sur l'UE par rapport à 46% de femmes. Cette différence n'est pas constatée pour la télévision (70% des hommes, 71% des femmes).

### II.3. Une très large majorité en faveur de l'appartenance



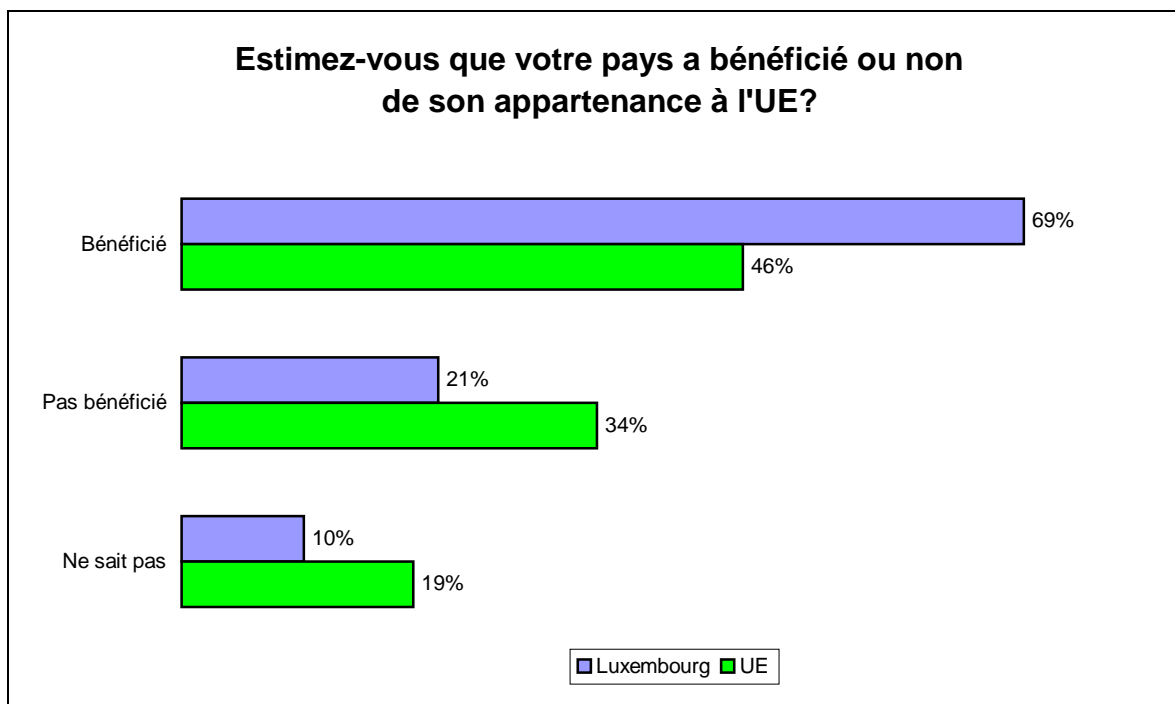
La très grande majorité des personnes interrogées au Luxembourg (77%, -8 points par rapport à mars 2003) est favorable à l'appartenance de leur pays à l'UE, opinion partagée par seulement 48% (-6 points) des citoyens européens. Malgré ces niveaux encourageants, on constate une baisse significative des réponses positives enregistrées tant au niveau luxembourgeois qu'europpéen.

Le pourcentage des résidents du Grand-Duché n'approuvant pas l'appartenance de leur pays à l'UE est extrêmement faible (6%, +2 points), alors que la moyenne européenne est bien supérieure (15%, +4 points).

En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles au Luxembourg, ce sont principalement les étudiants (83%, -12 points), les managers (82%, -8 points) et les retraités (81%) qui pensent que l'appartenance est une bonne chose.

Pour 20% (+12 points) des chômeurs, le fait de faire partie de l'UE est une mauvaise chose, tandis que 7% (-43 points) pensent que c'est ni bon ni mauvais.

## II.4. Plus de trois quarts estiment que le Luxembourg a bénéficié de l'appartenance à l'UE



Plus de deux tiers (69%, -5 points) des personnes interrogées au Luxembourg estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, opinion partagée par seulement 46% (-4 points) des citoyens au niveau européen. Plus d'un tiers des sondés européens (34%, +5 points) affirment que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE, contre 21% au Luxembourg (+3 points).

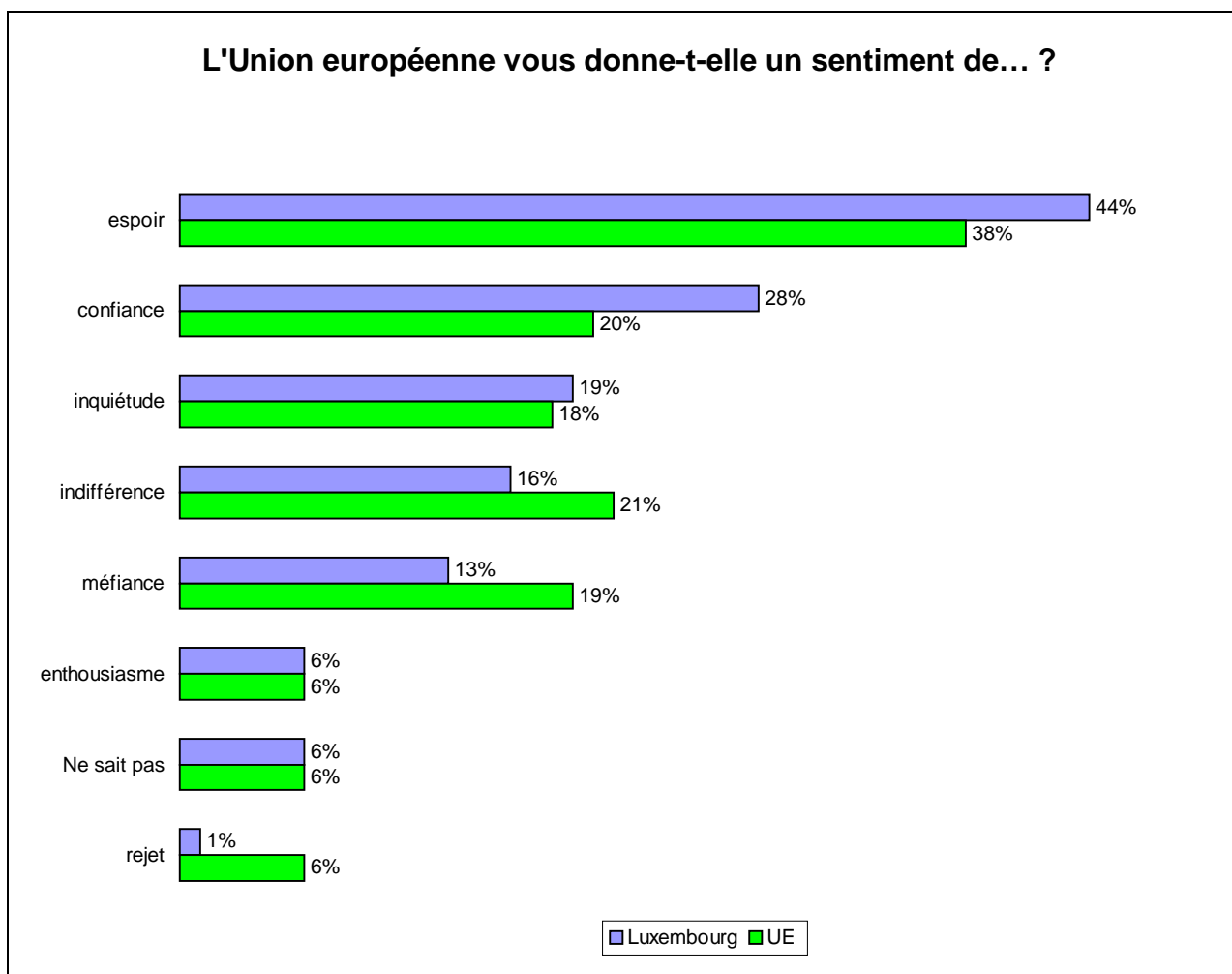
Cette augmentation des réponses pessimistes est significative pour la période morose que l'économie européenne passe actuellement. La même tendance a déjà été constatée dans les Eurobaromètres réalisés au courant des années 1991-1993, période également difficile du point de vue économique.

Au Luxembourg, en ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, ce sont principalement les managers (77%), les cols blancs (75%) et les étudiants (74%) qui apprécient le côté bénéfique de cette appartenance à l'UE. Au niveau européen, le côté bénéfique est surtout perçu par les étudiants (64%), les managers (58%), les indépendants (51%) et les cols blancs (51%).

Au Grand-Duché, la classe d'âge qui apprécie le plus le côté bénéfique est celle des 40-54 ans (78%), suivie des 15-24 ans (70%) et des 25-39 (65%).

Au niveau UE, ce sont les 15-24 ans (56%), suivis des 25-39 ans (50%) et des 40-54 ans (45%).

## II.5. L'UE synonyme d'espoir et de confiance

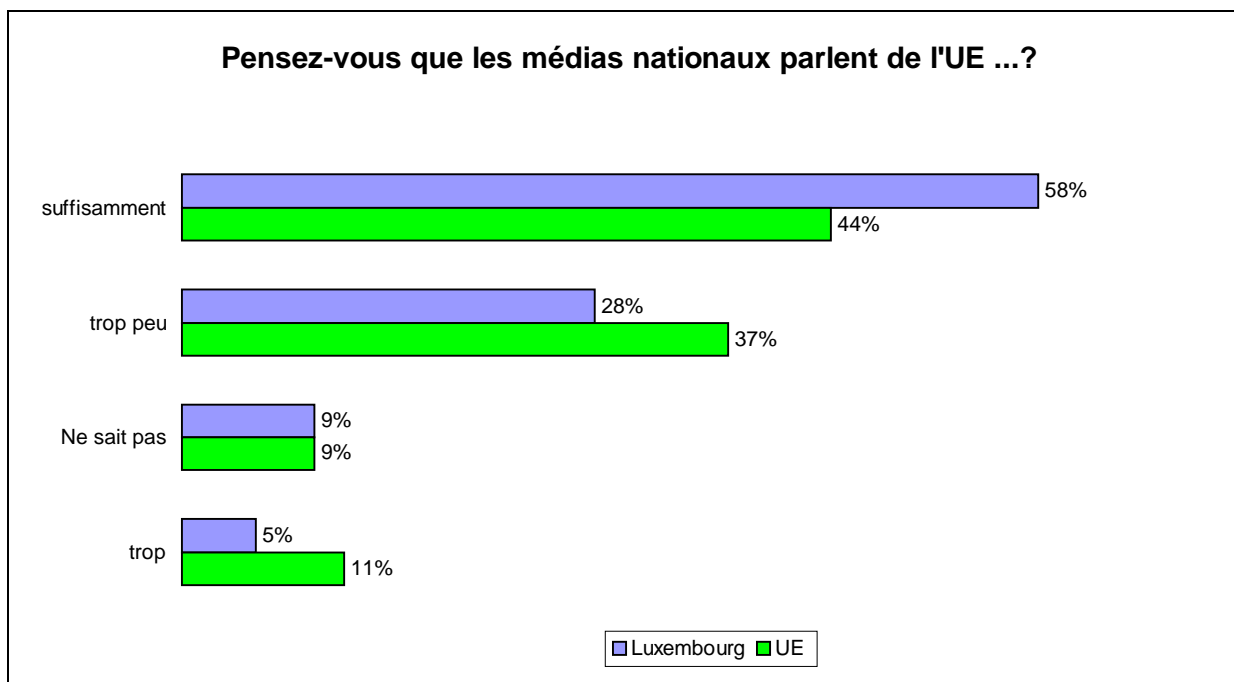


Parmi la population sondée au Luxembourg, 6% expriment l'enthousiasme (UE: 6%), 44% (UE: 38%) déclarent que l'UE leur donne un sentiment d'espoir, 28% (UE: 20%) un sentiment de confiance, 19% (UE: 18%) un sentiment d'inquiétude, 16% (UE: 21%) un sentiment d'indifférence et 13% (UE: 19%) un sentiment de méfiance. Les sentiments positifs sont plus forts au Luxembourg qu'en moyenne UE, les sentiments négatifs logiquement aussi moins prononcés.

En termes d'âge, les 15-24 ans sont les premiers à exprimer leur enthousiasme (11%), les 40-54 ans leur sentiment d'espoir (48%), les 55 ans et plus leur sentiment de confiance (31%) et les 15-24 ans leur indifférence (32%).

Les étudiants sont les plus enthousiastes pour l'UE (16%), les indépendants expriment en premiers leur sentiment d'espoir (53%) tandis que la confiance est la plus forte chez les retraités (37%). Le sentiment d'indifférence est le plus fort parmi les étudiants (30%) et les chômeurs (26%).

## II.6. Suffisamment d'information sur l'UE dans les médias



Au Luxembourg, 58% des sondés (UE: 44%) estiment que les médias nationaux parlent suffisamment de l'UE. Plus d'un quart (28%; UE: 37%) pensent que les médias ne parlent pas assez de l'UE et 5% (UE: 11%) affirment l'inverse.

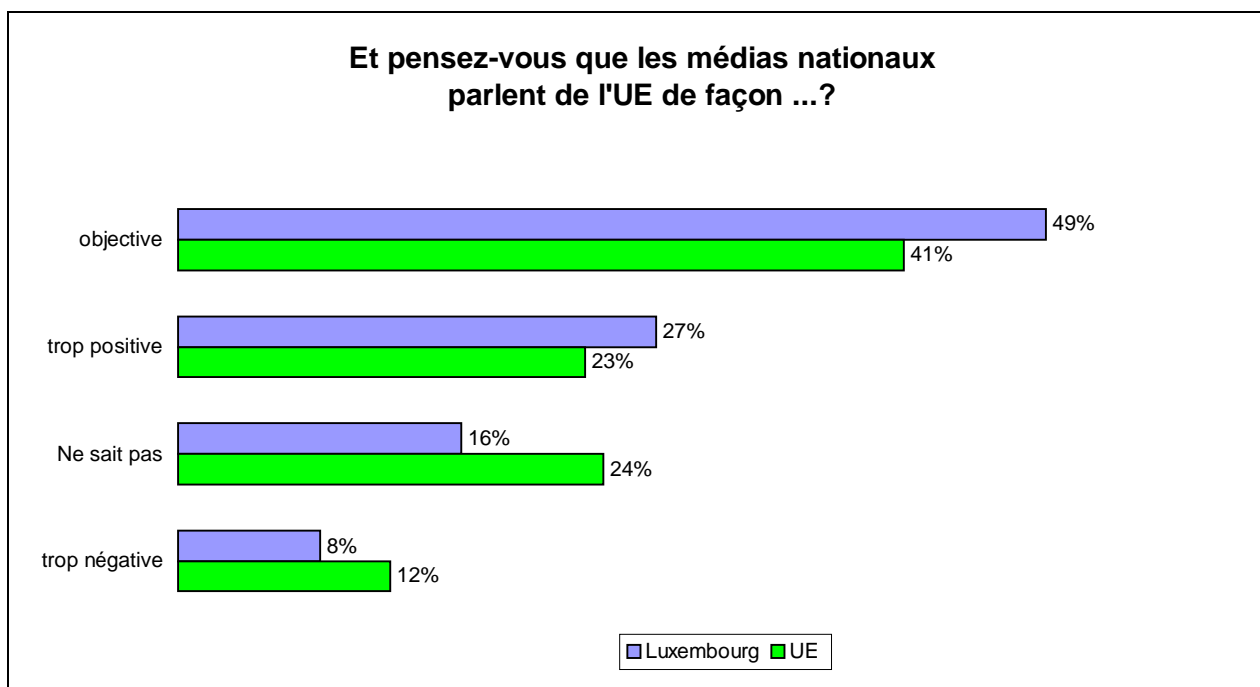
Surtout les 55 ans et plus (32%) et les 25-39 ans (29%) au Luxembourg estiment qu'ils ne parlent pas assez de l'UE. En termes de classes socioprofessionnelles, ce sont les ouvriers (34%), les personnes au foyer (34%) et les cols blancs (30%) qui expriment le même avis.



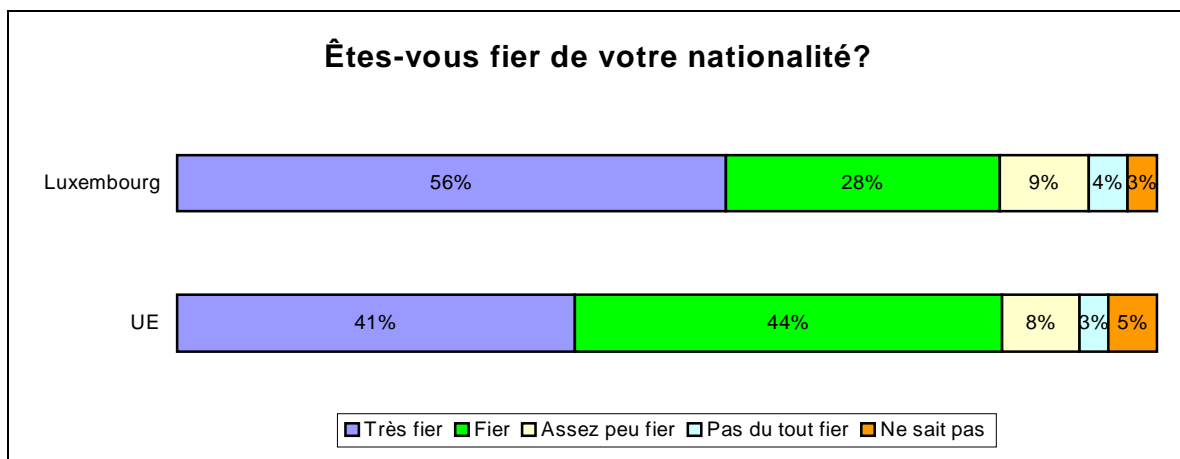
## II.7. Une information objective sur l'UE

Un sondé sur deux au Luxembourg (49%; UE: 41%) estime que les médias parlent de manière objective de l'UE, tandis que 27% (UE: 23%) déclarent que les comptes rendus sur l'UE sont trop positifs et 8% (12%) qu'ils sont trop négatifs. Notons le haut niveau de 'Ne sait pas' (Luxembourg: 16%; UE: 24%).

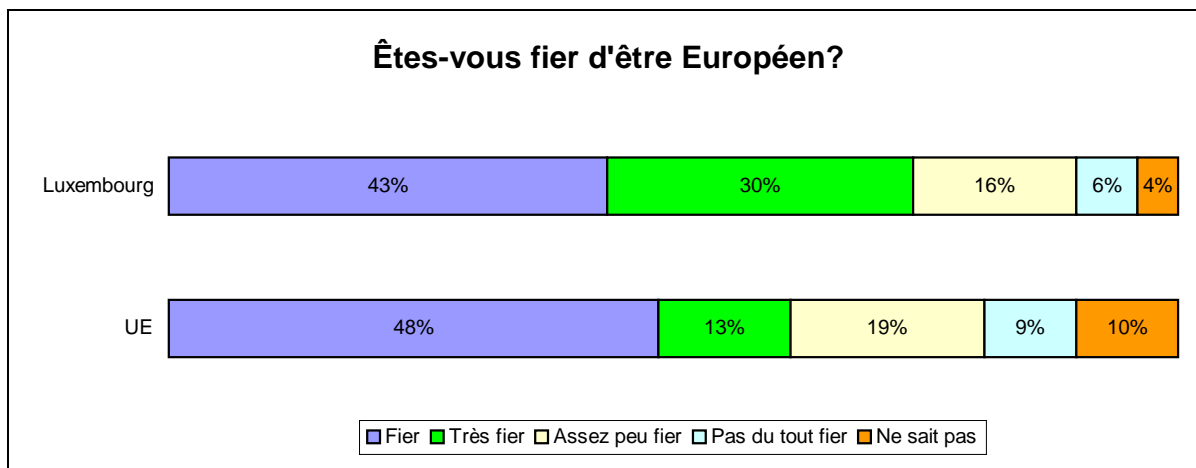
Surtout les 55 ans et plus (28%) estiment que les comptes rendus dans les médias sont trop positifs, tandis que ce sont les 40-54 ans (13%) qui estiment qu'ils sont trop négatifs. Les chômeurs (42%) et les étudiants (33%) sont ceux qui affirment que les médias parlent de manière trop positive de l'UE.



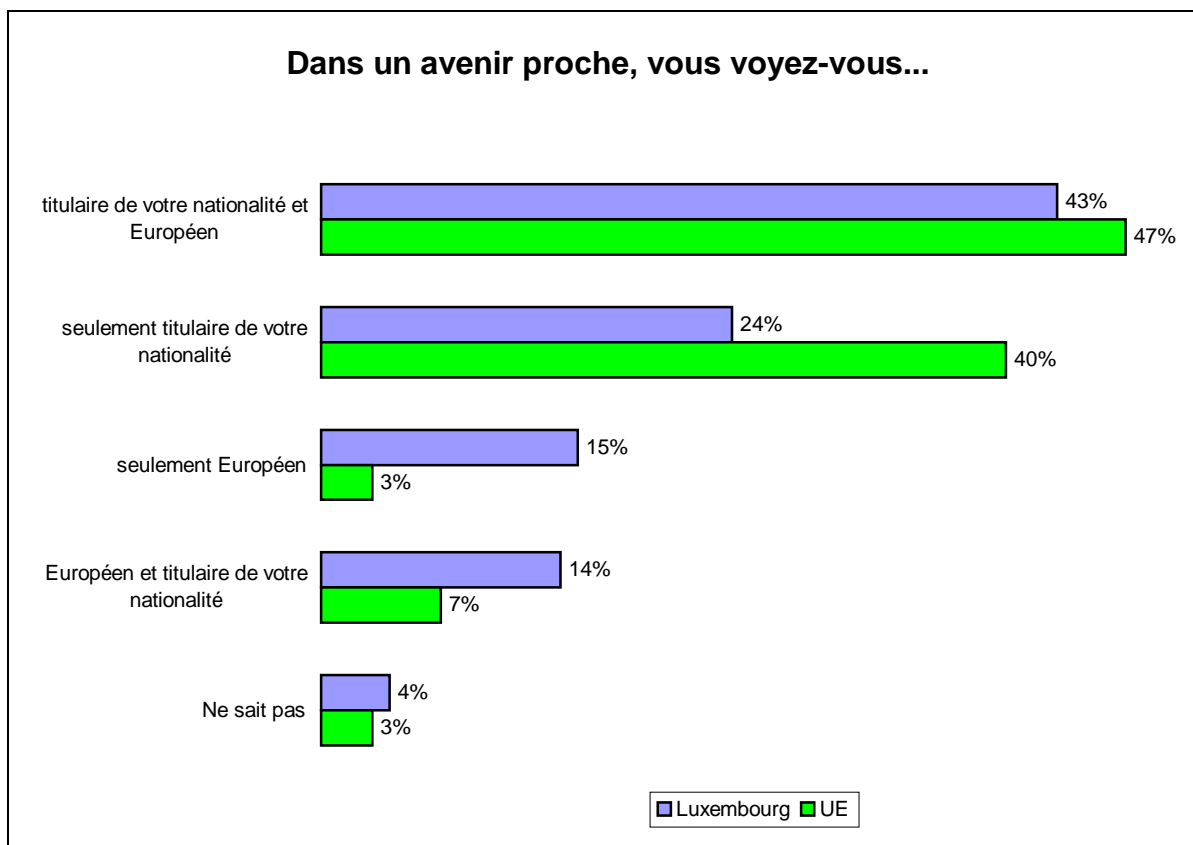
## II.8. Une plus grande fierté pour l'appartenance à la nationalité qu'à l'UE



La majorité des sondés au Luxembourg (56%; UE: 41%) se dit très fière de leur nationalité et 28% (UE: 44%) en sont fiers. Si un tel niveau n'est pas atteint en ce qui concerne le fait d'être Européen, les taux respectifs restent élevés et supérieurs au Luxembourg (43% très fiers, 30% fiers) par rapport au niveau UE (resp. 48% et 13%).



## II.9. D'abord titulaire de la nationalité, ensuite Européen

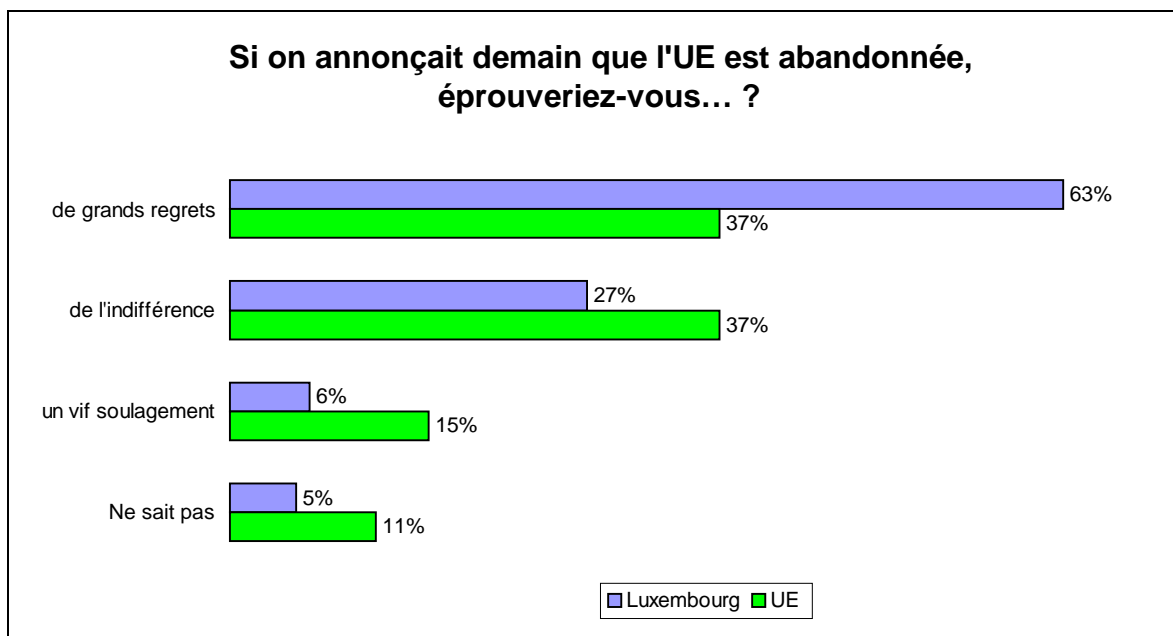


En règle générale, la majorité des personnes interrogées se voit, dans un avenir proche, plutôt titulaire de leur nationalité et, en second lieu, Européen, les taux respectifs atteignant 47% (+3 points) dans l'UE et 43% (-2 points) au Luxembourg. Au niveau de l'UE, le sentiment national est plus fort: le taux des personnes se voyant seulement titulaire de leur propre nationalité (40%, inchangé) est nettement supérieur à celui enregistré au Luxembourg, où il est en légère progression (24%, +3 points).

Etre d'abord Européen et ensuite titulaire de sa nationalité constitue une perspective pour 14% (+4 points) des habitants du Luxembourg et pour 7% (-1 point) des Européens. Si 3% (-1 point) des citoyens européens se voient seulement Européens, ce taux atteint 15% au Luxembourg, en baisse toutefois de 5 points.

Au Luxembourg, les femmes tiennent plus au titre unique de leur nationalité (26%, +1 point) que les hommes (21%, +3 points), elles sont beaucoup moins ouvertes pour se voir uniquement Européennes (13%, -2 points) que les hommes (17%, -9 points). Les femmes (44%, -4 points) sont plus favorables à l'idée d'être titulaires des deux nationalités, la priorité étant accordée à la propre nationalité, que les hommes (42%, inchangé). 13% (+4 points) se voient Européennes et titulaires de leur nationalité par rapport à 16% (+4 points) chez les hommes. Ce sont les personnes au foyer (34%) qui tiennent le plus à leur nationalité. Les chômeurs sont le plus favorables à se voir uniquement Européens (25%), alors que les retraités sont les moins favorables à la perspective d'être uniquement Européens (10%).

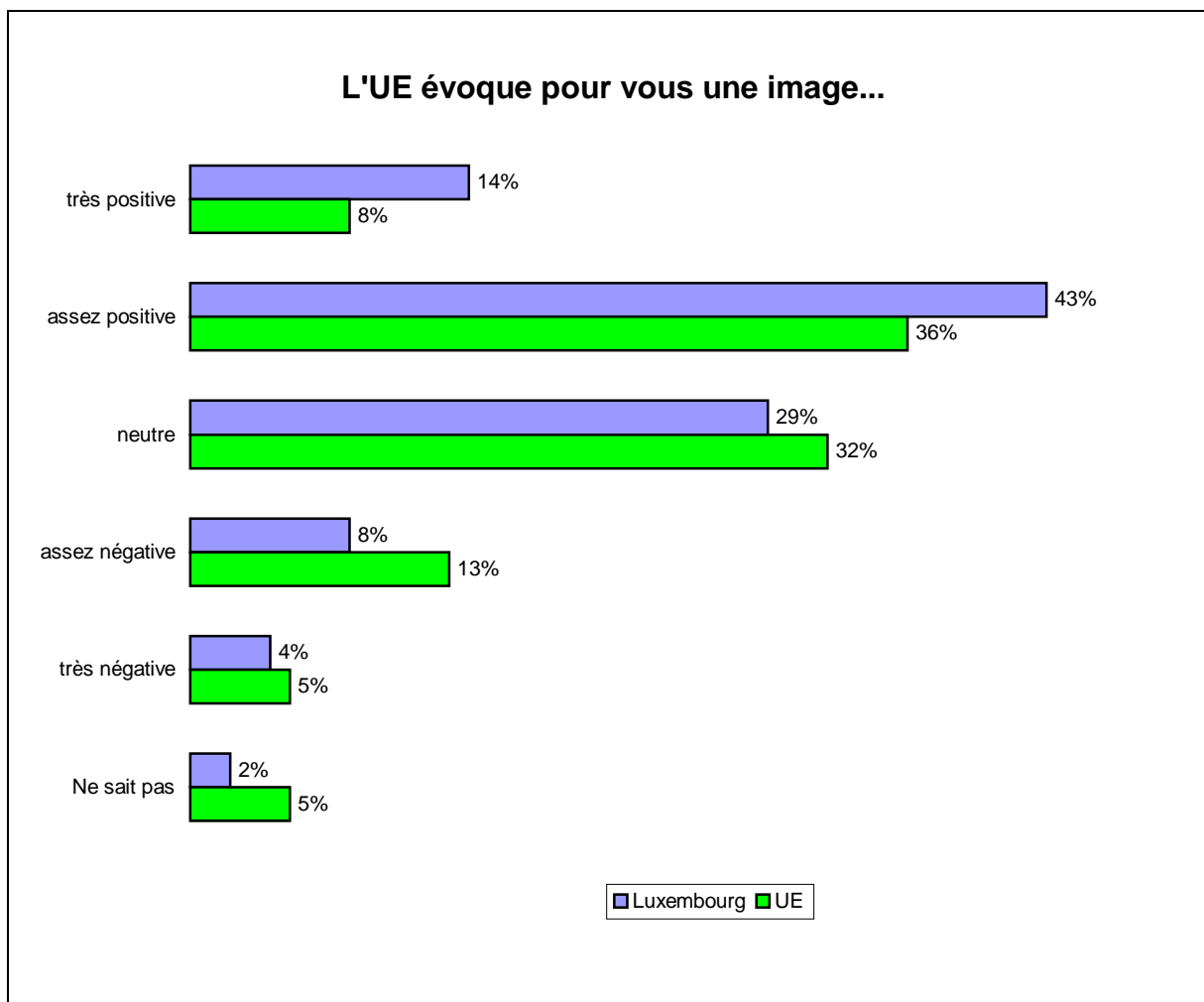
## II.10. De forts regrets en cas d'abandon de l'UE



Corollaire du fort sentiment d'appartenance à l'UE: près de deux tiers des sondés au Luxembourg (63%) éprouveraient de grands regrets si on annonçait la suppression de l'UE tandis que seuls 6% seraient soulagés et plus d'un quart (27%) se montreraient indifférents. En moyenne européenne, les résultats sont moins positifs: un peu plus d'un tiers (37%) éprouverait des regrets, autant de l'indifférence et 15% seraient soulagés.

Au Luxembourg, les regrets les plus forts sont enregistrés chez les 40-54 ans (67%) et les 55 ans et plus (66%) et, parmi les catégories socioprofessionnelles, par les managers (72%) et les retraités (70%).

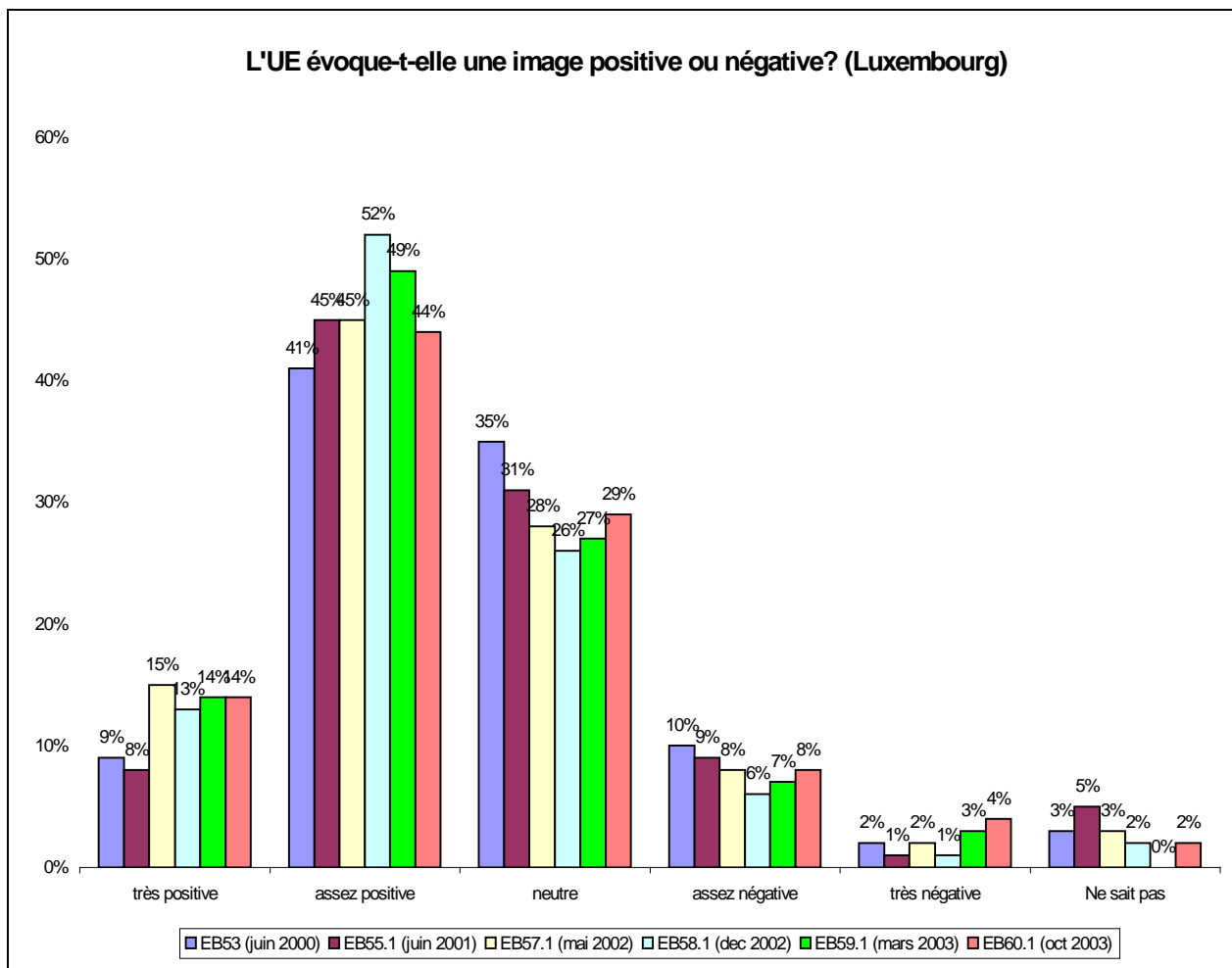
## II.11. Une image largement positive pour presque deux tiers des habitants du Luxembourg



Pour 57% (-6 points) des habitants du Luxembourg, l'UE évoque une image très positive ou assez positive, avis partagé par seulement 44% (-3 points) des citoyens européens.

En moyenne européenne, 32% (inchangé) des citoyens retiennent de l'UE une image neutre, par rapport à 29% (+2 points) des résidents du Luxembourg.

Pour 18% (-4 points) des citoyens européens, l'UE revêt une image assez, voire très négative, ce taux se limitant à 12% (+2 points) au Luxembourg.



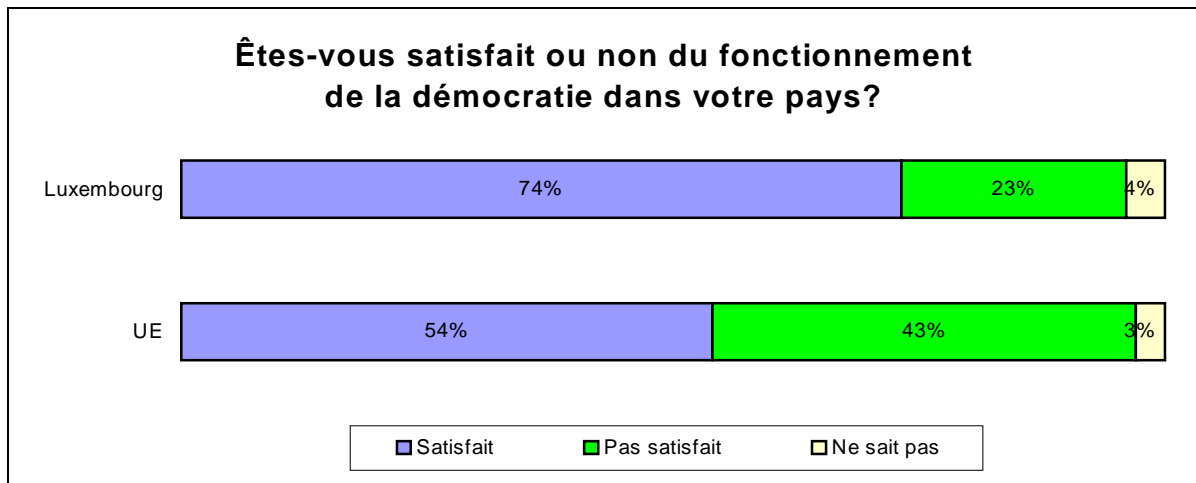
L'évolution des résultats relevés au Luxembourg montre qu'après une hausse régulière jusqu'à fin 2002, les évaluations positives ont baissé en 2003.

## II.12. Une très large majorité satisfaite du fonctionnement de la démocratie

A la question de savoir s'ils sont satisfaits ou non du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, 74% (-6 points) des citoyens au Luxembourg répondent positivement contre seulement 54% (-4 point) des Européens. Taux de non satisfaction: 23% au Luxembourg et 43% au niveau UE.

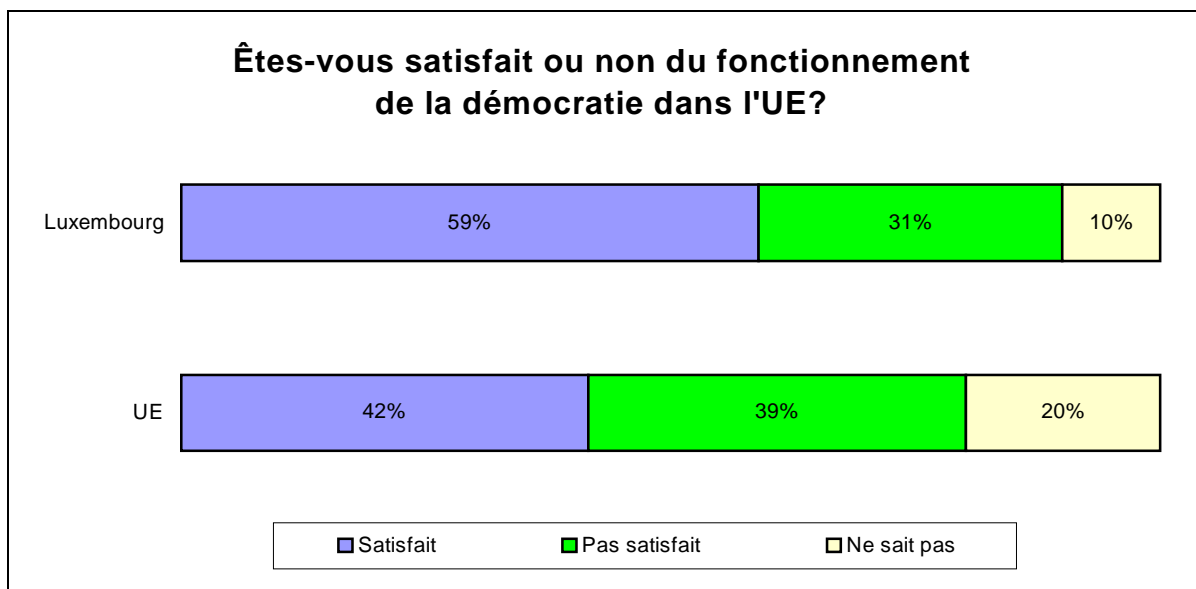
En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, ce sont les retraités (81%), les employés (78%), les étudiants (78%), les ouvriers (77%) et les chômeurs (73%) qui sont le plus satisfaits du fonctionnement de la démocratie au Luxembourg.

En termes de catégories d'âges, ce sont les 15-24 ans (77%), les 25-35 ans (76%), les 55 ans et plus (73%), suivis des 40-54 ans (72%) qui sont du même avis.

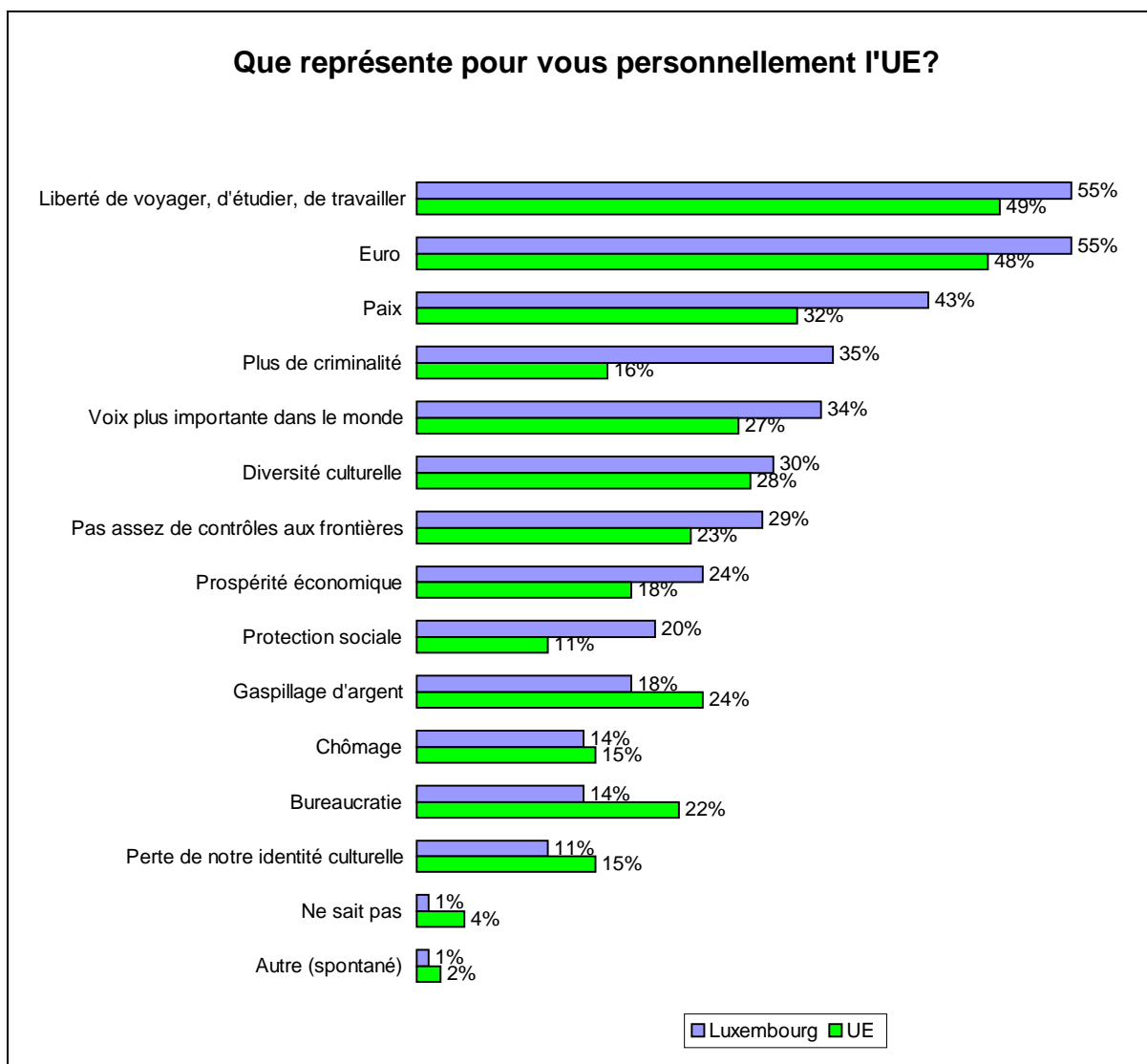


Au Luxembourg, près de deux tiers, c'est-à-dire 59% (-3 points) des sondés sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'UE, contre seulement 42% (-4 points) des sondés européens. Non satisfaits sont 31% au Luxembourg et 39% au niveau de l'UE.

En termes de catégories d'âge, ce sont surtout les 15-24 ans (66%), suivis des 25-39 (61%), des 40-54 ans (60%) et des 55 ans et plus (54%) qui sont le plus satisfaits. En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, passent en premier lieu les cols blancs (69%), suivis des ouvriers (67%), des retraités (63%), des étudiants (59%), des indépendants (55%), des managers (53%) et des personnes au foyer (47%).



## II.13. L'UE surtout synonyme de liberté de voyager et de travailler

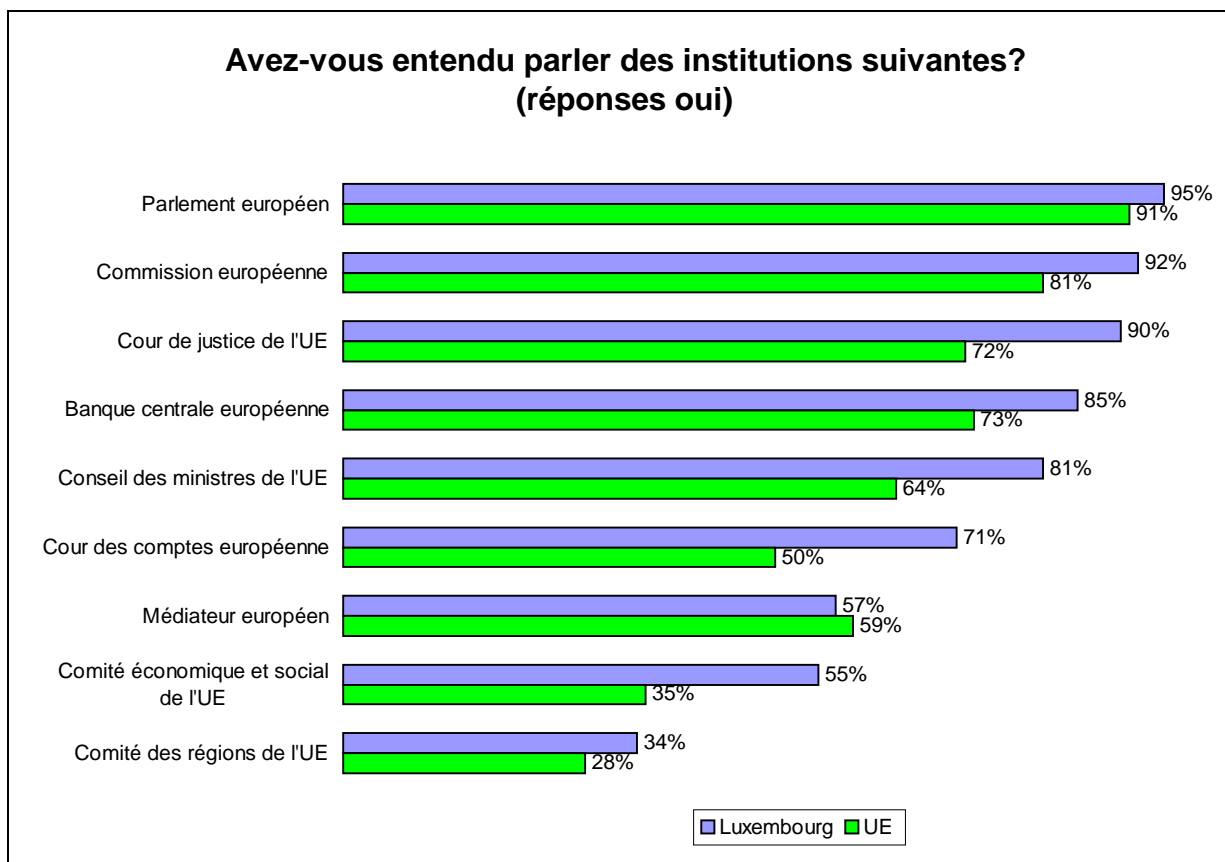


Pour 55% (+11 points) des sondés au Luxembourg (UE: 49%, inchangé), l'UE représente la liberté de voyager, d'étudier et de travailler. Pour 55% (+13 points; UE: 48%, +5 points), elle est synonyme de l'euro. En l'espace de deux ans, la monnaie unique est devenue un symbole important de l'Union. Un tiers des sondés au Luxembourg (43%, +8 points; UE: 32%, +3 points) l'identifient avec la paix, pour plus d'un tiers des sondés au Luxembourg (35%, +7 points; UE: 16%, +1 point), l'UE représente une augmentation de la criminalité.

Un tiers des sondés au Luxembourg (33%, +3 points; UE: 27%, -1 point) estime qu'elle représente une voix plus importante dans le monde et 30% (+8 points; UE: 28%, +2 points) estiment qu'elle contribue à la diversité culturelle. Parmi les aspects négatifs, les sondés au Luxembourg citent que l'UE contribue à la perte de notre identité culturelle (11%, +1 point; UE: 15%, -3 points), qu'elle est synonyme de bureaucratie (Luxembourg: 14%, +4 points; UE: 22%, +4 points), et pour 14% (+3 points; UE: 15%, +1 point), elle contribue au chômage. La perception de ces aspects négatifs est moins forte au Luxembourg qu'au niveau UE. Par contre, au Luxembourg, les craintes sont plus fortes en ce qui concerne le manque de contrôle aux frontières.



## II.14. Les institutions communautaires sont très connues

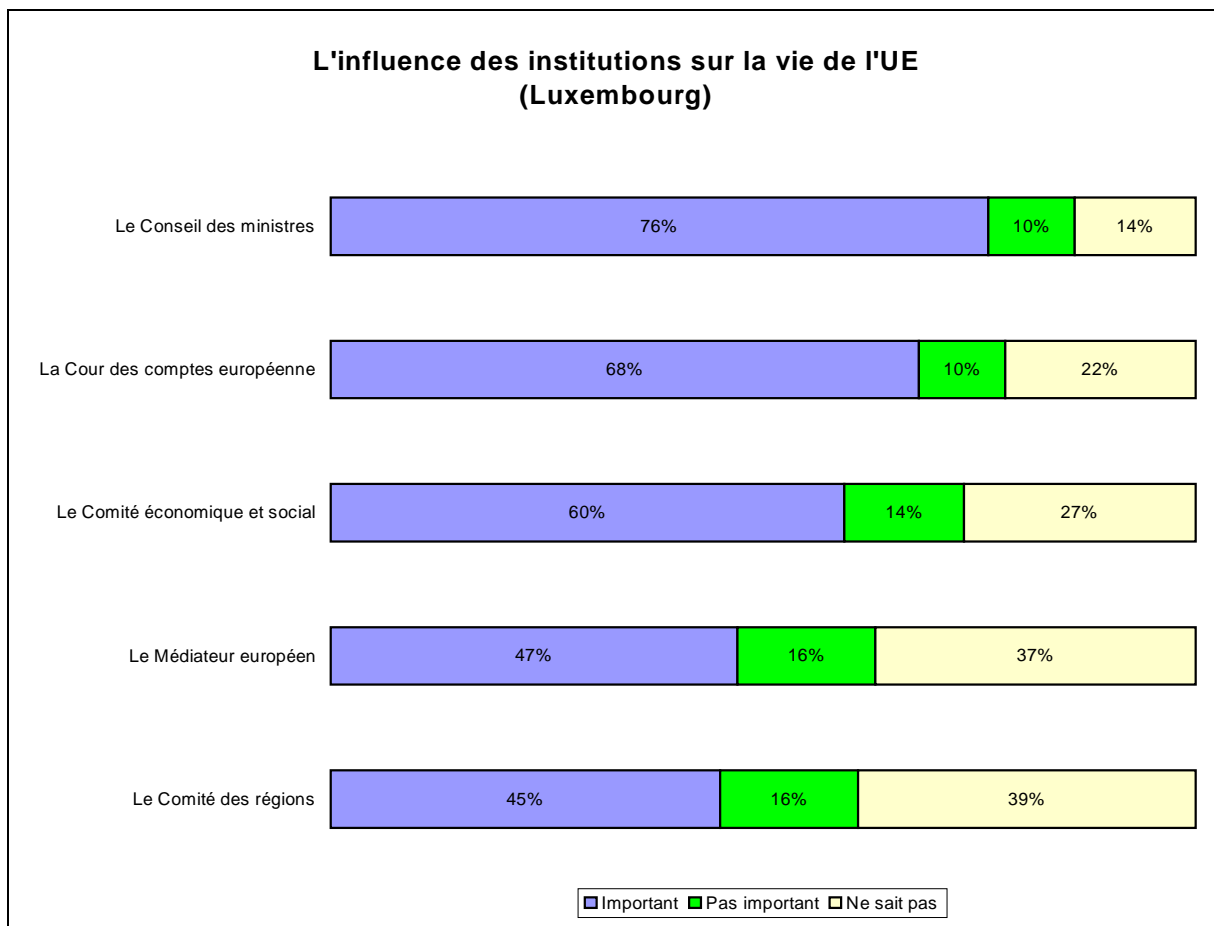


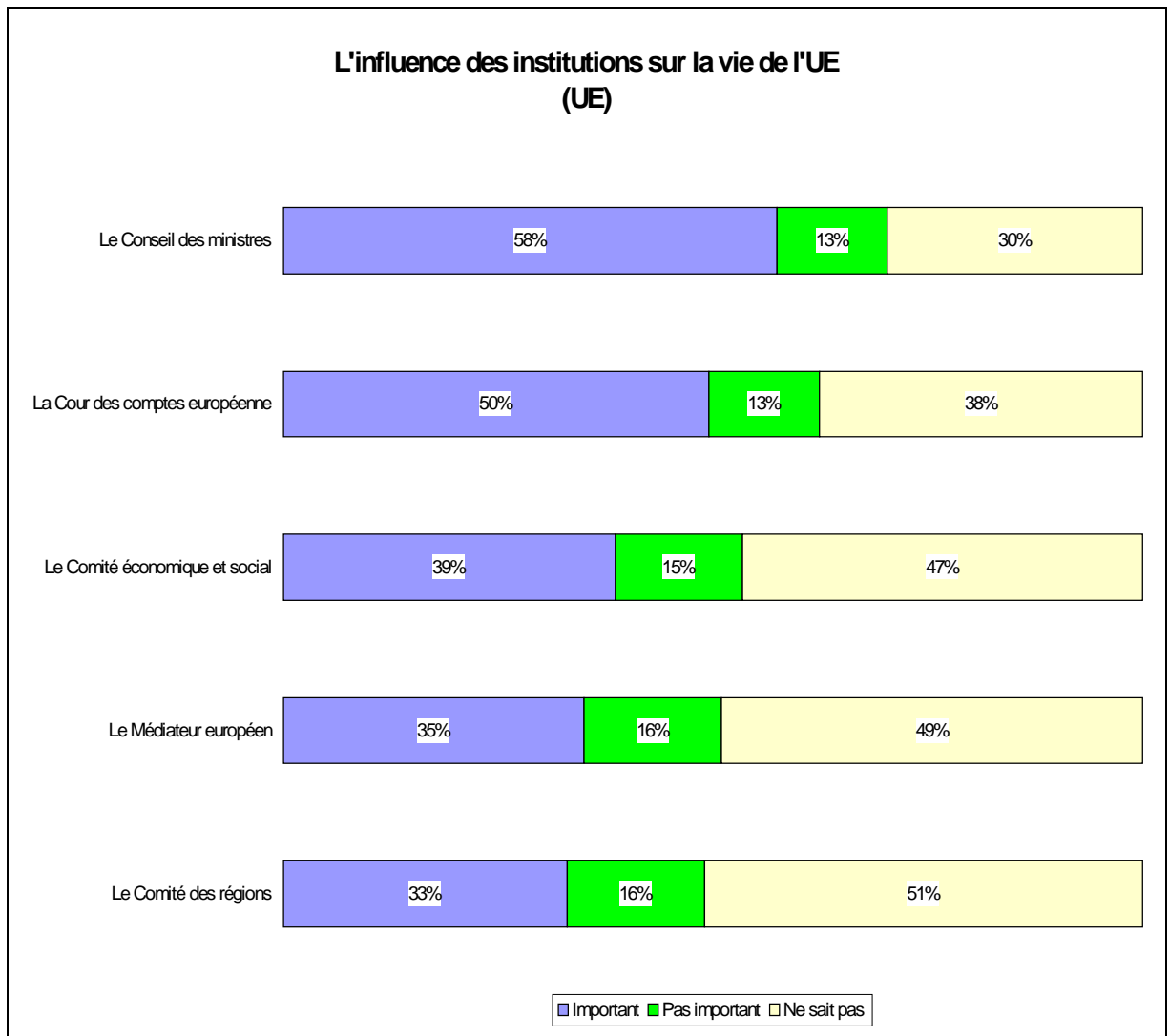
Au Luxembourg, les institutions communautaires sont extrêmement bien connues, du fait certainement que plusieurs d'entre elles ont leur siège dans la capitale ou y tiennent des réunions; les taux respectifs sont tous supérieurs à la moyenne UE. De manière générale, on constate une très légère baisse du taux de connaissance des institutions européennes par rapport aux Eurobaromètres précédents: 95% (UE: 91%) des sondés connaissent le Parlement européen, 92% (UE: 81%) la Commission européenne, 90% (UE: 72%) la Cour de justice, 85% (UE: 73%) la Banque centrale européenne et 81% (UE: 64%) le Conseil des ministres.

Le Comité économique et social (Luxembourg: 55%, UE: 35%) et le Comité des régions (Luxembourg: 34%, UE: 28%) sont les institutions les moins connues. Leur taux de notoriété est en baisse au Luxembourg, mais en hausse en moyenne européenne.

## II.15. Effet important des institutions sur la vie de l'UE

Les réponses données au Luxembourg indiquant un 'effet important' sont nettement supérieures par rapport aux réponses enregistrées au niveau UE. Trois quarts des sondés (76%) estiment que le Conseil des ministres a un grand effet sur la vie de l'UE (UE: 58%), suivi de la Cour des comptes européenne (68%; UE: 50%), du Comité économique et social (60%; UE: 39%), du Médiateur européen (47%; UE: 35%) et du Comité des régions (45%; UE: 33%).





En moyenne UE et par rapport au Luxembourg, l'influence des institutions mentionnées est jugée moins importante.

---

### III. Compétences des institutions

La troisième partie du rapport traite la réforme des institutions, les compétences des organes de l'UE et des instances nationales, l'élection du président de la Commission, la durée de la présidence tournante et l'importance d'une future Constitution européenne.

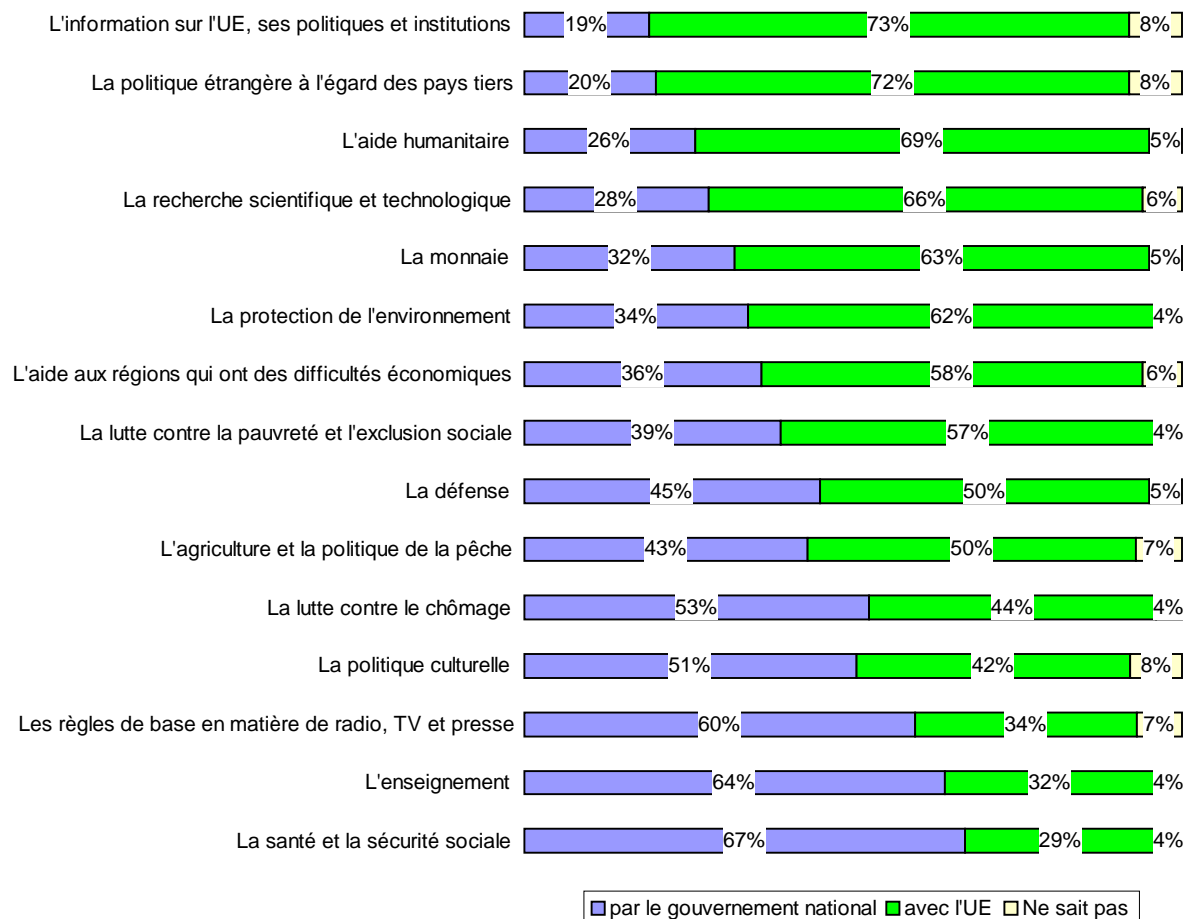
#### III.1. La santé, la sécurité sociale et l'enseignement doivent rester de la compétence nationale

Les sondés européens estiment majoritairement que la santé et la sécurité sociale (67%, +2 points), l'enseignement (64%, -1 point), les règles de base en matière de médias (60%, +2 points), la politique culturelle (51%, +1 point) et la lutte contre le chômage (53%, +4 points) devraient rester de la compétence nationale. A l'inverse, pour tous les autres domaines, les citoyens européens se prononcent en majorité pour une prise de décision partagée avec l'UE. Ceci vaut, en ordre dégressif, pour l'information sur l'UE et ses politiques (73%, -1 point), la politique étrangère à l'égard des pays tiers (72%, -1 point), l'aide humanitaire (69%, -2 points), la recherche scientifique (66%, -1 point), la monnaie (63%, -5 points), la protection de l'environnement (62%, -2 points), l'aide aux régions en difficultés (58%, -2 points), la lutte contre la pauvreté (57%, -4 points), la défense (50%, inchangé) et l'agriculture et la pêche (50%, +1 point).

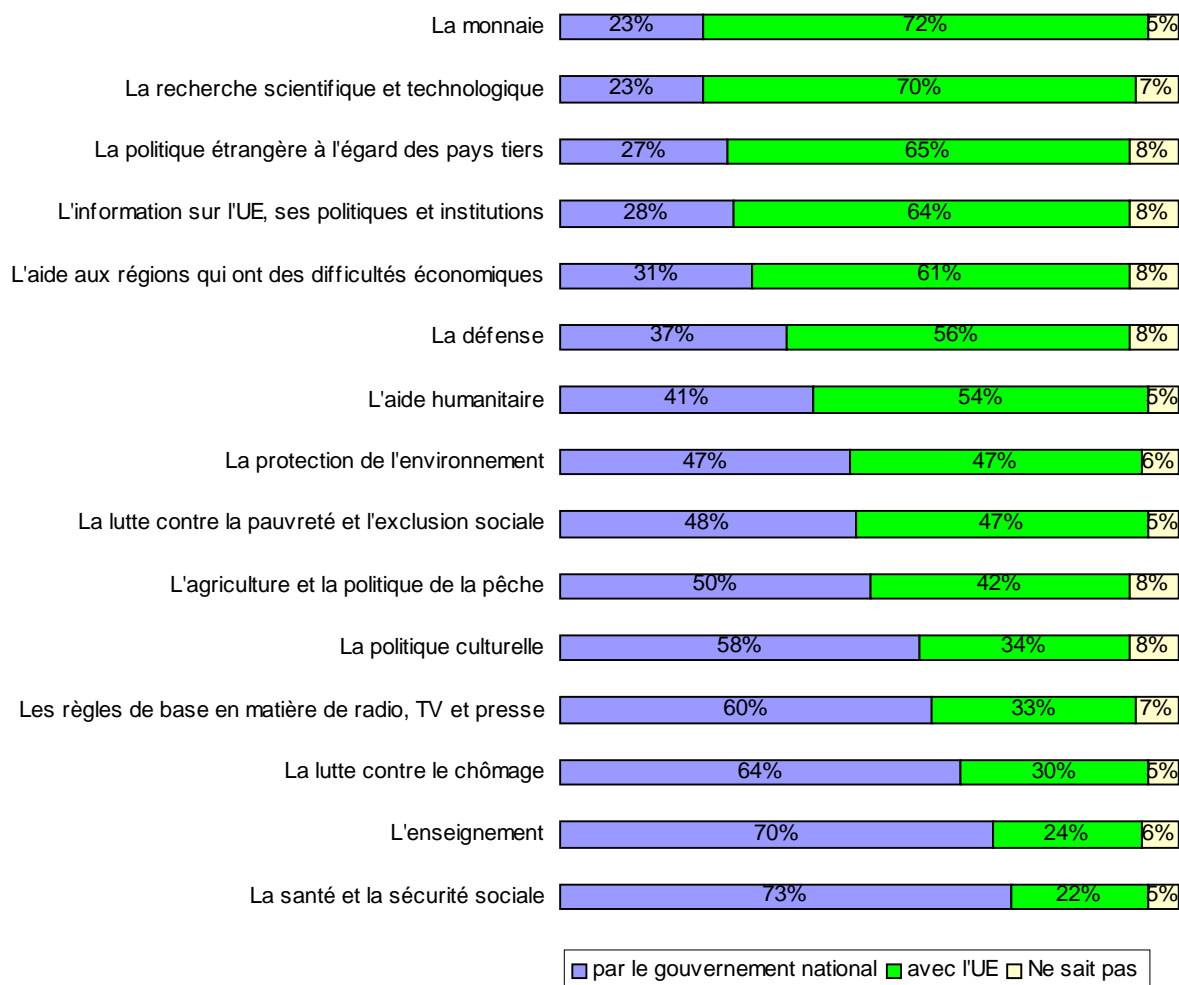
Au Luxembourg, majoritairement, la santé et la sécurité sociale (73%, +16 points), l'enseignement (70%, +1 point), la lutte contre le chômage (64%, +10 points), les règles de base en matière de médias (60%, +7 points), la politique culturelle (58%, +4 points) ainsi que l'agriculture et la pêche (50%, +1 point) devraient rester du domaine de la compétence nationale. Ces sujets sont les mêmes que ceux relevés six mois auparavant comme priorités de l'action du gouvernement national chez les sondés au Luxembourg, mais on constate une nette augmentation des taux de réponse.

Les citoyens au Luxembourg déterminent des priorités différentes pour les actions communautaires par rapport à la moyenne UE. Ils placent en premier lieu la monnaie (72%, -10 points), devant la recherche scientifique et technologique (70%, -4 points), la politique étrangère à l'égard des pays tiers (65%, -9 points), l'information sur l'UE et ses politiques (64%, -7 points), l'aide aux régions en difficultés (61%, -7 points), la défense (56%, -12 points), l'aide humanitaire (54%, -11 points), la protection de l'environnement (47%, -16 points), la lutte contre la pauvreté (47%, -9 points) et l'agriculture et la pêche (42%, -3 points). Ici aussi, la succession en importance des thèmes reste identique par rapport au sondage Eurobaromètre 59.1 de mars 2003, mais on constate une nette baisse des taux en faveur de l'action communautaire. En général, on peut affirmer que les sondés au Luxembourg ont tendance à recentrer les sujets politiques dans le domaine de compétence du gouvernement national.

## Selon vous, les décisions dans les domaines suivants doivent être prises ... (UE)



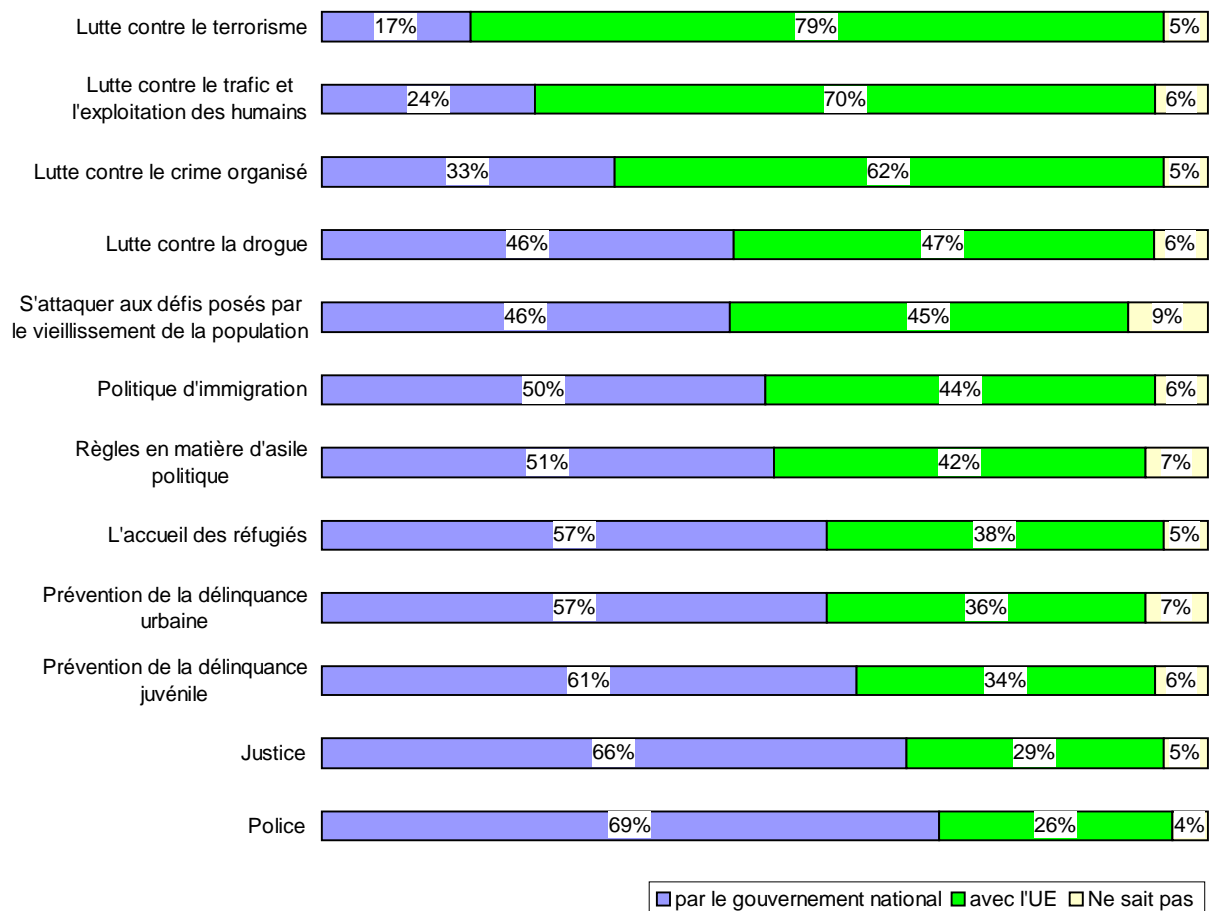
## Selon vous, les décisions dans les domaines suivants doivent être prises ... (Luxembourg)



Au Luxembourg, les sondés sont majoritairement d'avis que la police (69%, +8 points), la justice (66%, +6 points), la prévention de la délinquance juvénile (61%, -1 point), la prévention de la délinquance urbaine (57%, +5 points), l'accueil des réfugiés (57%, +5 points), les règles en matière d'asile politique (51%, -1 point), la politique d'immigration (50%, -3 points) et les défis du vieillissement de la population (46%, inchangé) devraient rester du domaine de la compétence nationale.

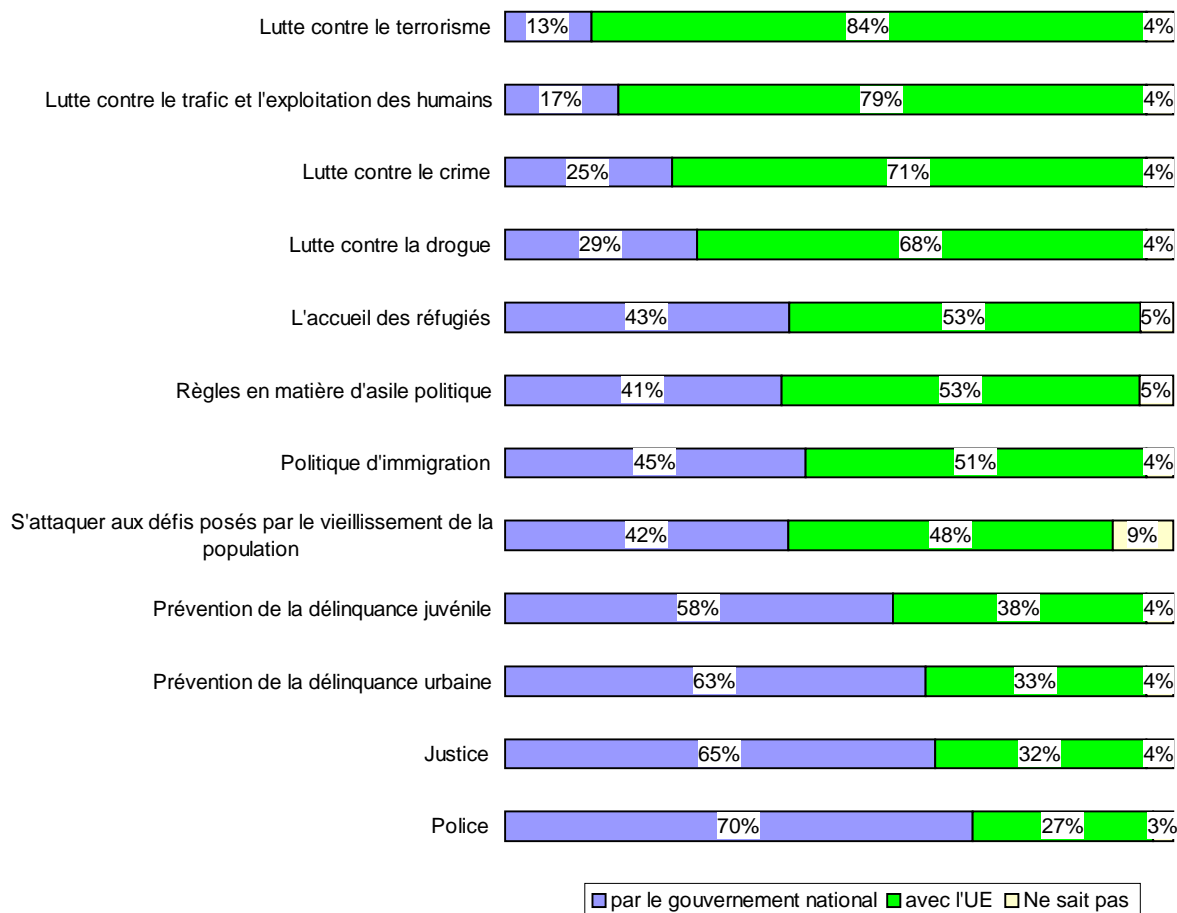
A l'opposé, les décisions devraient être prises avec l'UE pour la lutte contre le terrorisme (79%, -6 points), la lutte contre le trafic et l'exploitation d'humains (70%, -8 points), la lutte contre le crime organisé (62%, -11 points) et la lutte contre la drogue (47%, -10 points).

**Et pour chacun des domaines suivants,  
la décision devrait être prise ... (Luxembourg)**



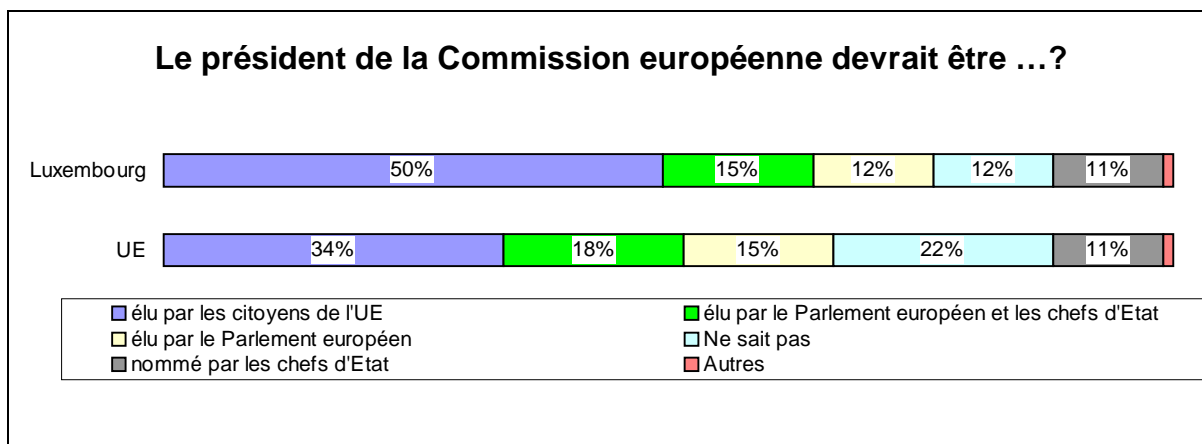
La tendance est similaire au niveau UE. Les sondés européens estiment majoritairement que la police (70%, -1 point), la justice (65%, -1 point), la prévention de la délinquance urbaine (63%, -1 point) ainsi que la prévention de la délinquance juvénile (58%, -1 point) devraient rester de la compétence nationale. A l'inverse, pour tous les autres domaines, les citoyens européens se prononcent en majorité pour une prise de décision partagée avec l'UE. Ceci vaut, en ordre décroissant, pour la lutte contre le terrorisme (84%, -1 point), la lutte contre le trafic et l'exploitation d'humains (79%, -1 point), la lutte contre le crime (71%, -1 point), la lutte contre la drogue (68%, inchangé), l'accueil des réfugiés (53%, -1 point), les règles en matière d'asile politique (53%, -1 point), la politique d'immigration (51%, -1 point) et les défis posés par le vieillissement de la population (48%, inchangé).

### Et pour chacun des domaines suivants, la décision devrait être prise ... (UE)





### III.3. Pour une élection directe du président de la Commission

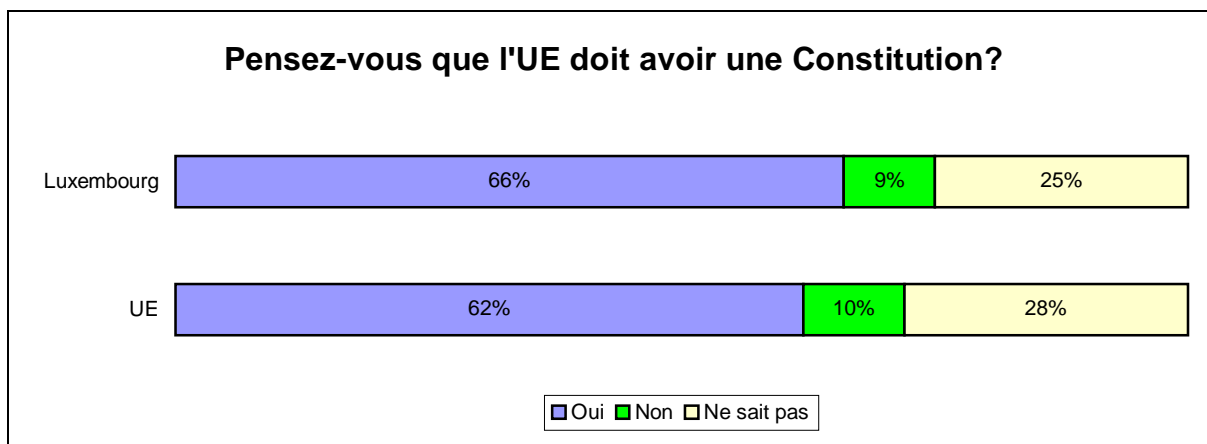


Plusieurs options ont été proposées pour la désignation du président de la Commission européenne: élection directe par les citoyens, élection par le Parlement européen, nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement ou élection par le Parlement européen et les chefs d'Etat. L'élection directe (50%, inchangé) constitue le mode de désignation préféré au Luxembourg (tendance croissante, puis stable depuis un an et demi), avec une nette avance par rapport à l'élection par le Parlement européen et les chefs d'Etat (15%, -2 points) ou l'élection par le Parlement européen (12%, -3 points). Au niveau de l'UE, la réponse est plus nuancée, 34% (+1 point) se prononçant en faveur de l'élection directe, 18% (-3 points) pour l'élection par le Parlement européen et les chefs d'Etat et 15% (-3 points, en nette baisse depuis un an) en faveur de l'élection par le Parlement européen. La nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement est favorisée par seulement 11% (-2 points) des sondés au Luxembourg et autant (-1 point) des citoyens de l'UE. Notons le taux élevé de 'Ne sait pas' au niveau européen (22% des sondés, +6 points) et non négligeable au Luxembourg (12%, -1 point).

Au Luxembourg, 47% des hommes pensent que le président devrait être élu par les citoyens, 17% par le Parlement européen, 16% par le Parlement européen et les chefs d'Etat et 9% nommé par les chefs d'Etat et de gouvernement. Les femmes sont plus favorables à une élection directe par les citoyens (53%). 12% se prononcent en faveur d'une élection par le Parlement européen et les chefs d'Etat, 12% pour la nomination par les chefs d'Etat et 7% pour l'élection par le Parlement européen.

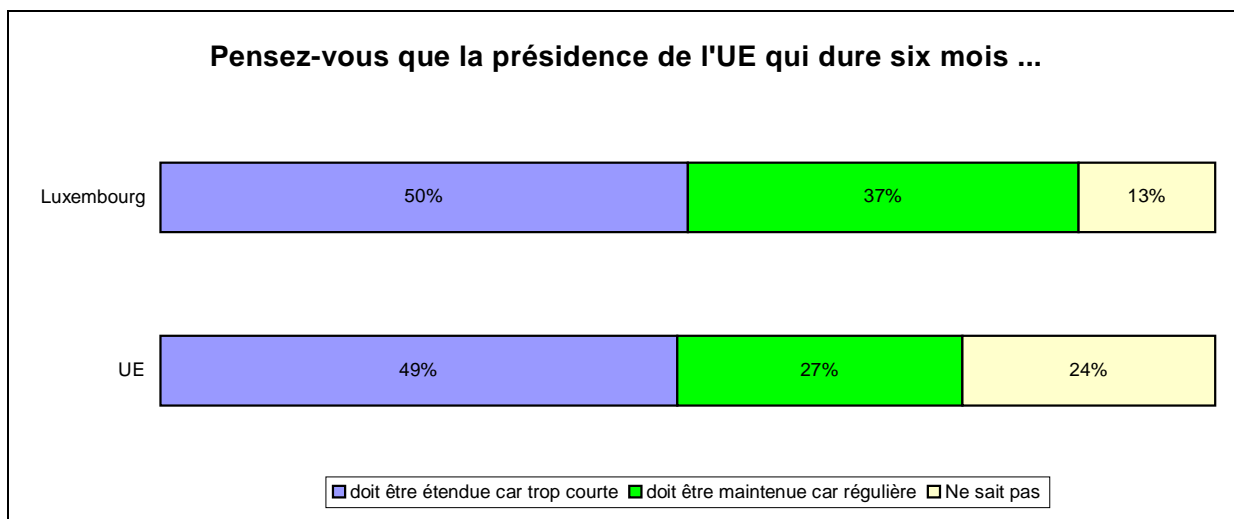
En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, au Luxembourg, les indépendants (18%) sont favorables à une élection par le Parlement européen, alors que 57% d'entre eux se prononcent pour l'élection directe. Les étudiants sont majoritairement pour l'élection directe (60%), par rapport à 5% qui se prononcent en faveur de l'élection par le Parlement européen.

### III.4. Une Constitution pour l'Europe



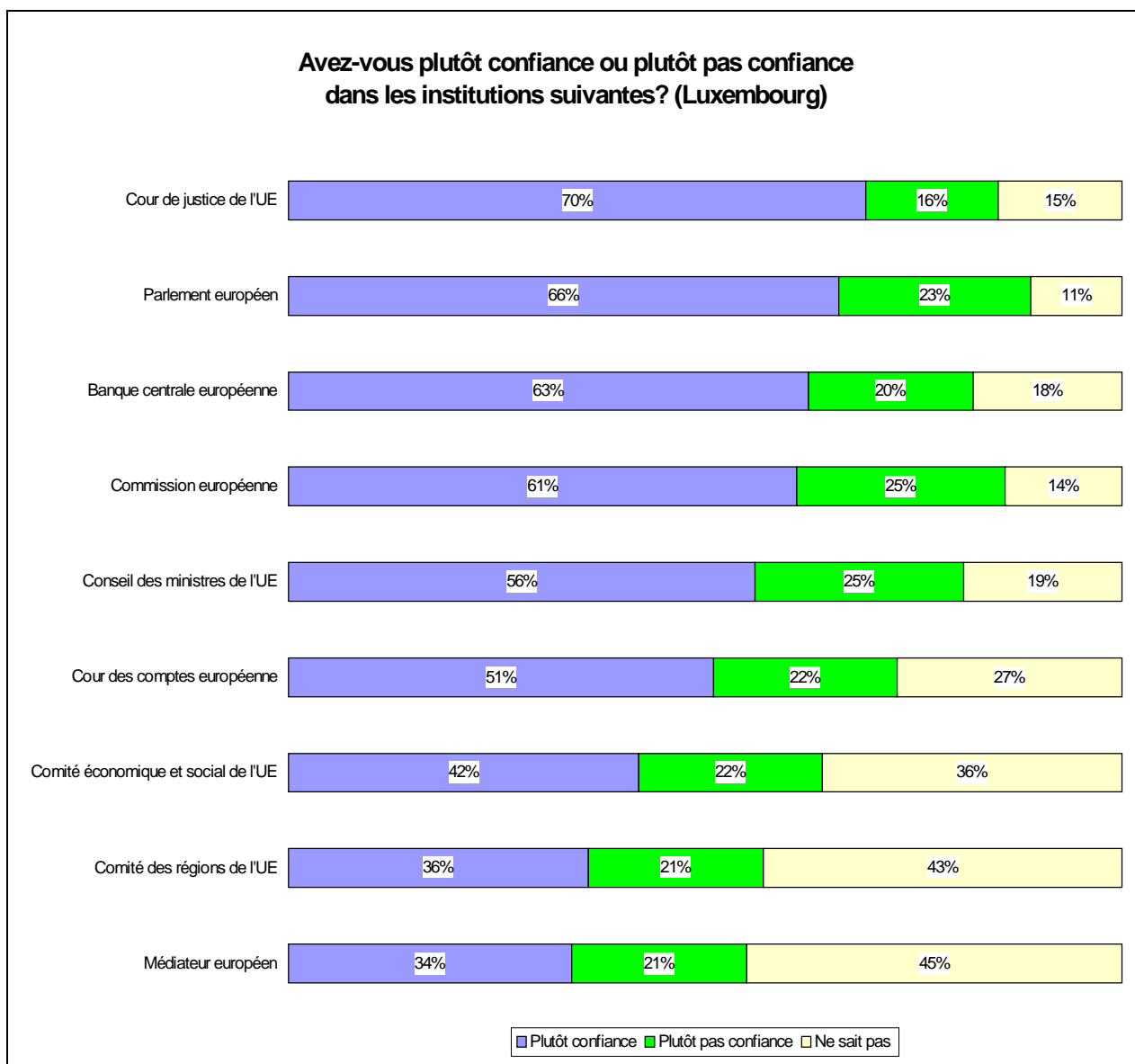
Une large majorité des sondés, à savoir deux tiers, estime que l'UE a besoin d'une Constitution: 66% au Luxembourg (+1 point) et 62% en moyenne européenne (-1 point), alors qu'un citoyen sur dix estime le contraire (inchangé). Tant au Luxembourg qu'au niveau européen, un sondé sur quatre n'a pas d'avis à ce sujet (inchangé).

### III.5. Pour un allongement de la présidence de l'UE

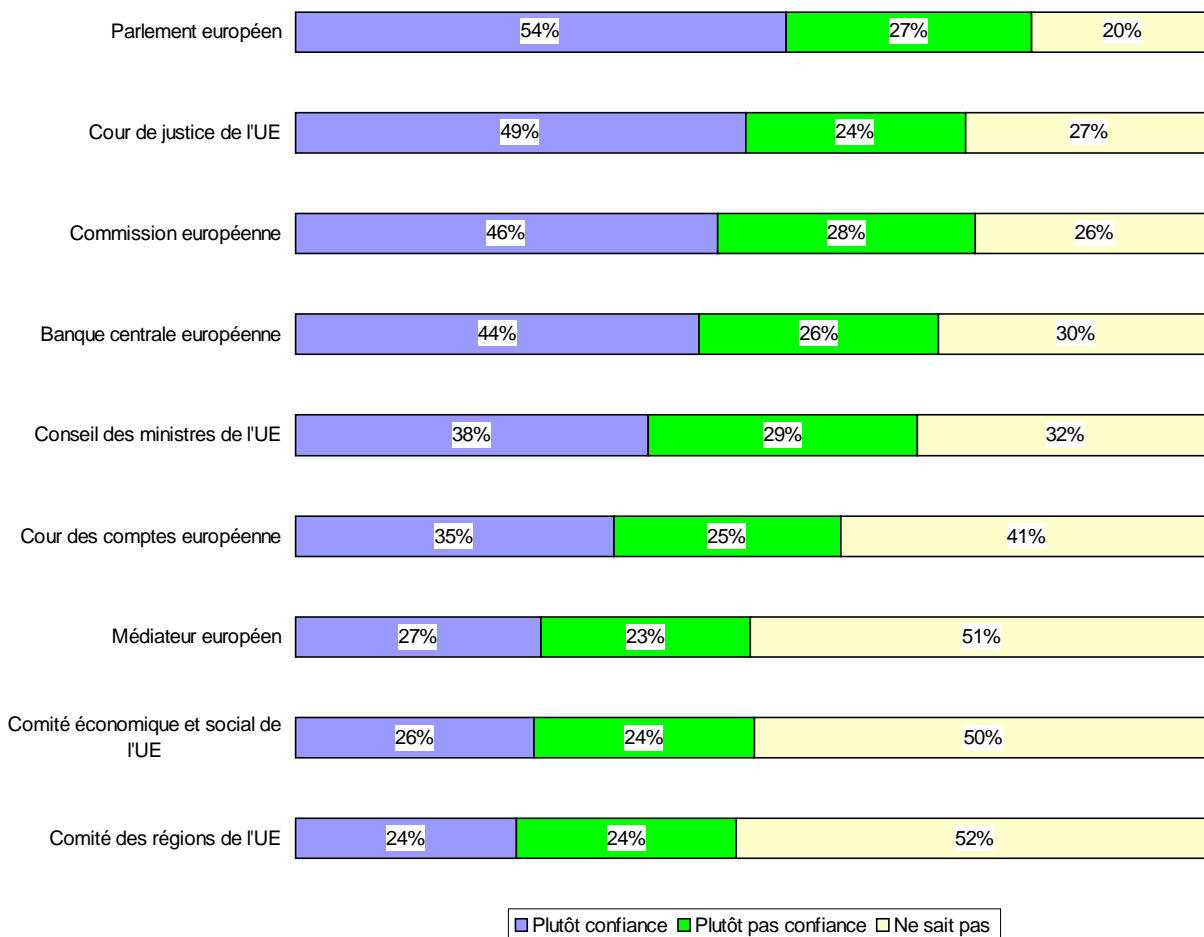


Un citoyen sur deux estime tant au Luxembourg que dans l'UE que la durée de six mois des présidences tournantes doit être étendue, car elle est trop courte. 37% (-3 points) des sondés au Luxembourg (UE: 27%, -3 points) sont en faveur du maintien de sa durée, car elle permet la rotation régulière. Un sondé sur quatre (24%, +4 points) au niveau européen n'a pas d'avis à ce sujet.

### III.6. La plus grande confiance est accordée à la Cour de justice et au Parlement



### Avez-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance dans les institutions suivantes? (UE)



Les habitants du Luxembourg accordent une confiance largement supérieure aux institutions communautaires que la moyenne communautaire. De manière générale, on constate toutefois, au niveau luxembourgeois et européen, une baisse assez significative de la confiance accordée aux institutions mentionnées par rapport à l'Eurobaromètre 59.1.

La Cour de justice (70%, -3 points; UE: 49%, -2 points) se trouve en tête au Luxembourg, devant le Parlement européen (66%, -7 points; UE: 54%, -3 points), la Banque centrale européenne (63%, -6 points; UE: 44%, -3 points), la Commission européenne (61%, -7 points; UE: 46%, -4 points), et le Conseil des ministres (56%, -7 points; UE: 38%, -2 points).

Les sondés au Luxembourg placent le médiateur européen en dernière position, avec 34% (-1 point). Au niveau européen, cette place revient, avec 24%, au Comité des régions; même si au Luxembourg celui-ci se retrouve en queue du peloton, il rassemble néanmoins plus d'un tiers (36%, -1 point) des réponses positives en termes de confiance.